

REFLEXION SUR L'APRES COVID-19

CONTRIBUTION en *FREE-LANCE* du PROFESSEUR : MOHAMMED KOUIDRI

PROFESSEUR A LA FACULTE DES SCIENCES SOCIALES  
DE L'UNIVERSITE ORAN2 MOHAMMED BEN AHMED

## SOMMAIRE

Préambule : But de la contribution	3
<b>CONTEXTE ET CADRE DE REFLEXION</b>	4
Le Contexte Mondial : Un Choc Planétaire	4
Contexte National : Choc Dramatique Dans Un Contexte Mouvementé	5
<b>I. CHOC PANDEMIQUE ET REACTION SOCIETALE</b>	8
I.1. La Réalité Des Chiffres	8
I.2. Quelques Analyses Sociologiques Comportementales	16
<b>II. PERSPECTIVES SOCIOLOGIQUES : EDUCATION ET CULTURE</b>	20
II.1. La Culture Historique	20
II.2. L'idéal National	22
II.3. Le Caractère Social de l'Etat, seule Garantie de la Cohésion Sociale	24
II.4. La Culture Universitaire	26
II.5. La Question De La Langue	26
II.6. Langue Savante Et Langue Vernaculaire	28
II.7. Les Langues Etrangères.	29
<b>III. ENSEIGNEMENT SUPERIEUR &amp; RECHERCHE EN SOCIOLOGIE</b>	30
III.1. Population Et Famille : Le Débat Permanent	35
III.1.1. La Question De Population	35
III.1.2. Famille Et Ménage	39

## Préambule : But de la contribution

Dans sa lettre du 23 avril 2020, adressée à Messieurs les Présidents des Conférences Régionales des Universités, ayant pour objet : Situation post COVID 19, Monsieur le Ministre appelle la communauté universitaire à contribuer à l'éclairage de la sortie de crise en l'invitant : « à réfléchir sur cette nouvelle donne sous les aspects sociologique et économique et à mettre en place, à cet effet, des groupes de travail pluridisciplinaire avec la participation d'enseignants, toutes disciplines confondues » pour des propositions « au service de l'aide à la décision pour les pouvoirs publics ».

Pour être opérationnelles, c'est-à-dire opportunes et traduisibles en décisions et actions politiques par les *policy-makers*, les propositions- aide à la décision- demandées, que peuvent soumettre les académiciens nécessitent toujours un recul plus lent et plus long que celui du déroulement événementiel et factuel de l'impact d'un choc majeur, de l'ampleur de la pandémie du Covid-19, et ses traumatismes sur une société humaine. Le travail est d'autant plus ardu qu'il nécessite une analyse interactive entre un niveau local (national) et un autre, plus global (mondial), sinon régional au moins.

Toutefois, il est tout à fait concevable que l'université algérienne puisse, déjà à ce stade de l'évolution de la crise, réfléchir sur les leçons à tirer de ce choc historique mondial, et ses effets sur les différents domaines de la vie socioéconomique et culturelle de la communauté nationale, à différents termes.

A court terme, les propositions sont plutôt fournies sous forme d'indications analytiques qui pourraient être recoupées avec d'autres, des autres disciplines pour une formulation plus affirmative. Il s'agit plutôt de propositions/suggestions. A moyen et long termes, les propositions faites touchent aussi bien à l'université qu' à la société en général. Elles sont mises, à chaque fois, dans un encadré, juste après le texte de l'exposé de motif.

Par ailleurs, ce travail étant réalisé sans Termes de Références précis, (la seule référence est la lettre de Monsieur le Ministre), Il est soumis en deux parties ; i) Une analyse spécifique à l'enseignement supérieur et la recherche scientifique en sociologie; et ii) Une analyse plus générale sur la société algérienne focalisée sur la culture principalement, à travers des faits, événements et comportements sociaux générés par la crise du Covid-19, ou renforcés par elle, et qui sont nés déjà du soulèvement du 22 février, soit une année plus tôt.

Les propositions/suggestions peuvent être soit clairement exprimées et affirmatives, limitées en nombre, soit induites sous-jacentes à l'analyse des différents points abordés, soit suggestives/indicatives pour la continuation de l'analyse, en attente d'informations nécessaires à venir.

## CONTEXTE ET CADRE DE REFLEXION

### Le Contexte Mondial : Un Choc Planétaire

Jamais le néologisme/concept de *Glocalité*, qui invite à réfléchir global pour agir local, n'aura été aussi opportun et opérationnel pour analyser un phénomène planétaire afin d'en saisir l'expression localisée au niveau d'un pays. Grâce au développement prodigieux des nouvelles technologies de communication et de la cybernétique en général, la planète terre a été réduite à « un village » où tout se sait, et en temps réel. L'extrême dangerosité du Covid-19, dans sa capacité insidieuse à muer, se propager et contaminer à une vitesse jamais observée, selon les spécialistes nationaux et mondiaux, a mis en émoi le monde entier, comme jamais auparavant.

Le débat très pointu entre épidémiologistes, microbiologistes et autres spécialistes des maladies respiratoires et infectieuses, sur le bien-fondé des mesures prises par l'écrasante majorité des pays de la planète reste une question de spécialistes. Ce qui importe, ici, c'est l'impact du choc que cela a produit sur l'humanité entière, et à l'intérieur des pays séparément.

L'OMS et les responsables nationaux de santé de tous les pays pratiquement, sont contraints à recourir aux méthodes exceptionnelles à la mesure de la gravité de la pandémie. Des moyens extrêmes qui, jusque-là n'étaient concevables que dans la fiction des films fantastiques, ont été déployés. Commençant par les mises en quarantaine massives de villes entières, et les mesures de distanciation sociale sur des espaces publics extrêmement rétrécis, réduits aux seuls points de vente de la nourriture et des médicaments, allant jusqu'au confinement total des populations et des familles de pays entiers. Le choc est humainement incommensurable, il est mondial, mais particulièrement dévastateur pour les populations vivant de leur travail quotidien et dans une promiscuité devenue explosive. Ses effets déstabilisants et traumatisants pourraient se manifester par des désordres socioéconomiques catastrophiques s'ils ne sont pas bien anticipés.

Mais, bien prise en charge, la crise pourrait s'avérer une opportunité inespérée de « pause » de l'esprit pour s'interroger sur l'« impasse » néolibérale déshumanisante, que la dictature financière spéculative de la loi implacable du marché, a imposée à l'humanité entière, à quelques exceptions près. Un choc est toujours suivi de traumatisme, mais pour l'esprit dialectique, il est aussi générateur de dynamismes intellectuels de reconstruction plus forte, consolidée par les leçons de l'expérience traumatisante. La force de la reconstruction est à la mesure de celle du choc subi.

Sur ce point, on peut affirmer que le choc pandémique du Covid-19 est venu réveiller les consciences sur la nécessité d'un « retour aux fondamentaux » de l'humanité et de la raison humaine. Comme pour dire que rien n'est définitif, encore moins la théorie de la prépotence absolue de la loi du marché sur l'économie, et que Fukuyama était loin de la vérité lorsqu'il avait annoncé en 1992 « La Fin de l'histoire et le dernier Homme »<sup>1</sup>.

C'est le constat qui est fait à travers le monde entier. Les médecins mobilisés, jusqu'aux retraités, et tous les travailleurs de la santé, y compris les travailleurs d'hygiène, souvent méprisés culturellement et universellement, les étudiants en médecine et infirmiers/infirmières, forcent l'admiration et le soutien de tout le reste de la population. Ils imposent ainsi ce qui a été désigné comme un « renversement de la pyramide des valeurs sociales » en se plaçant en première ligne de défense de la vie humaine. La parole et les projecteurs sur la scène de la lutte pour la vie leur reviennent, après qu'ils aient été, longtemps, réduits à des manifestants de rue pour réclamer de meilleures conditions d'exercice de la profession. Leur fonction sociale qui « n'a pas de prix » selon l'adage universel, réduite à une simple marchandise, a fini par subir la loi du marché et l'obligation de rentabilité financière selon une logique qui s'éloigne de plus en plus de la raison humaine qui est au centre de la vie sur terre et le seul rempart pour son maintien, sinon la préservation de l'espèce humaine du moins. Revenir à cette raison, c'est revenir à la Philosophie, mère de toutes les sciences.

C'est donc, avec philosophie que l'approche de ce qui nous arrive, et des répercussions de la crise sur notre vie à l'avenir, qu'il faut réfléchir.

Pour une fois, l'unanimité se fait quasiment totale sur toute la planète terre. Tous les *Social-Scientists* à travers le monde s'accordent, sur au moins un constat, qui est, en fait, l'hypothèse de base du travail de réflexion dans le cadre présent :

**« Le monde d'après le Covid-19, ne sera pas comme celui d'avant ».**

Aussi, tous les dirigeants de tous les pays du monde promettent de réfléchir, au moins, à la politique intérieure de leur pays et leurs relations internationales à la lumière de ce qui se déroule actuellement, dès la sortie de crise. En réalité, cela a déjà commencé, dès les premières victimes massives dans certains pays considérés comme invulnérables.

### **Contexte National : Choc Dramatique Dans Un Contexte Mouvementé**

Aucun pays dans le monde n'était préparé à la pandémie Covid-19, et encore moins les pays, comme l'Algérie, qui étaient en butte à des crises politiques, économiques et sociétales graves. Dans le cas particulier de l'Algérie, la crise

---

<sup>1</sup> Voir notamment ; Francis Fukuyama, *La Fin de l'Histoire et le Dernier Homme*, Flammarion 1992.

multisectorielle, cristallisée par un blocage, voire une régression politique qui avait déjà plongé le pays dans une première «*décennie noire*<sup>2</sup>», suivie d'une autre «*décennie rouge*». <sup>3</sup> Après ces deux grandes épreuves dévastatrices, le pays est entré dans une troisième période beaucoup moins dramatique. Mais, avec le recul d'aujourd'hui, il s'avère que cette dernière période, qui a duré deux décennies entières, n'a pas été moins dommageable que la première, et pour cause. Surtout depuis la maladie grave du Président, en 2013, rien n'indiquait que le pays était réellement gouverné par une direction effective et méthodique selon une visibilité quelconque. Tout se passait comme si le pays était à l'abandon. Ce qui a, d'ailleurs, jeté la population dans les rues, un 22 février 2019, pour dire : « non au cinquième mandat » qui allait, à coup sûr, aggraver davantage une situation devenue insupportable pour le peuple algérien si fier, il n'y a pas si longtemps. C'est donc un pays aux institutions fortement ébranlées qui a du faire face au choc pandémique Covid-19. Et, comme dans tous les pays du monde, c'est le système national de santé, ou ce qu'il en restait, qui s'est trouvé propulsé au devant de la scène.

Or, ce système de santé comme tous les autres secteurs de la vie sociale était fortement ébranlé, déstructuré, errant, qui, jusqu'à la veille du soulèvement populaire, vivait à un rythme saccadé d'une série de scandales médicaux, des grèves et des manifestations de rue, tous personnels confondus.

C'est ce qui explique les flottements et les errements qu'on a pu remarquer à travers les chiffres annoncés durant les premiers jours de l'éclatement de la crise. Les symptômes de désorganisation institutionnelle totale, léguée par la gouvernance hasardeuse qui a poussé le peuple algérien, dans sa totalité, à se soulever, apparaissent dès le début de cette nouvelle épreuve douloureuse.

Mais dans notre culture Arabo-musulmane, il existe une philosophie qui a toujours aidé le citoyen dans sa résilience face aux épreuves, d'apparence les plus insurmontables. Les deux expressions les plus populaires, actuellement en vogue, qui expriment cette philosophie sont :

"ربّ ضارة نافعة" (en français ; « A quelque chose malheur est bon »), héritée de génération en génération depuis des siècles, et ;

"إن الأزمة تلد الأهمية" (en français ; « La crise engendre la grandeur »), popularisée auprès des nouvelles générations, qui sont aujourd'hui parents et même grands-parents parfois, par un film des années 80s sur l'éveil du monde arabo-musulman (النهضة)

Il y en a d'autres, mais à eux deux, ces adages, plein de sagesse, résument et symbolisent toute la philosophie de résilience de notre société. Elle en a fait preuve plusieurs fois dans l'histoire très mouvementée de notre Maghreb central.

---

<sup>2</sup> Pour la mémoire collective algérienne, la décennie 80 reste gravée comme synonyme de deux événements dramatiques majeurs dans l'histoire du pays, à peine sortie de la nuit coloniale. Une crise économique grave (dès le milieu de la décennie) qui a jeté le pays qu'on disait « très riche, payeur rubis sur l'ongle » dans la cessation de paiement. Et une autre, encore plus grave, d'ordre sociopolitique, inaugurée par des émeutes, menées principalement par des jeunes, et bénéficiant d'une large sympathie populaire, un cinq (05) octobre 1988. C'est la première période sombre de l'histoire de l'Algérie indépendante, d'où sa couleur noire.

<sup>3</sup> Quant à la décennie rouge, celle des années 90, les Algériens la désignent ainsi, allusion faite à la couleur du sang qui a coulé lors de la guerre civile, appelée officiellement et par euphémisme ; *Tragédie nationale*.

Le premier impact de l'épidémie en Algérie est advenu comme une relance de l'élan insufflé par le mouvement du «*Hirak béni*»<sup>4</sup> qui a profondément marqué les esprits, en réorientant le cours de l'histoire du pays. Le nouvel élan national de solidarité, de compassion et d'entraide, provoqué par le choc pandémique s'est, ainsi, entièrement enchâssé dans le «*momentum*»<sup>5</sup> du Hirak encore palpable. Devant le mal collectif «absolu», la quête sociale de qualités culturelles de fraternité, de solidarité, d'humanisme, de générosité, deviennent les valeurs-refuges pour toute société humaine confrontée à l'adversité. Quant aux images contrariantes, comme le non-respect des mesures préventives, contraignantes, elles relèvent du déficit culturel en matière d'hygiène et de santé particulièrement, dont souffre la société algérienne depuis fort longtemps.

L'argument de l'inculture, relative, d'une grande partie de la société algérienne, spécialement, dans ce domaine, est souvent rejeté dans le débat parce que considéré comme dégradant pour la réputation de l'Algérien en général. Et qu'il fut un temps où cet Algérien n'avait pas de tels comportements. Ce qui est évidemment inexact. Ce raisonnement est historiquement biaisé par la confusion dans le concept de *société algérienne*. La réalité historique est que cette dernière avait cessé d'exister en tant que telle depuis le début du 19<sup>ème</sup> siècle, lorsqu'une autre société dominatrice s'est superposée à elle, la reléguant en *underground* de l'Histoire. Et au moment de la résurgence de la société algérienne libre, dans les années 60, l'Algérien «indigène» avait été tellement déstructuré physiquement, et surtout mentalement, qu'il a été contraint presque à reprendre l'Histoire là où il en a été dépossédé. Avec un taux d'analphabétisme quasi-total, tout ce qu'il a pu garder comme culture dans son esprit de résistant, c'est un *Islam fossilisé* par l'adversité coloniale contraignante, asymétrique, et des bribes culturelles de principes sans assises pratiques dans la réalité. Il a fallu, au moins, six générations sur plus d'un siècle de tentatives de déculturation/acculturation aliénée. La même durée ne sera, certainement pas, nécessaire pour que la société algérienne recouvre totalement sa culture propre, modernisée. Mais le demi-siècle d'indépendance écoulé n'est pas non plus suffisant pour la régénération, épanouie dans la «*contemporarité*», de son cours historique millénaire restauré et le dépassement de la fracture culturelle régressive de la nuit coloniale<sup>6</sup>. Abdellah Laroui, écrivait un jour, à juste titre, que : «Le grand méfait de toute colonisation n'est pas seulement de stopper l'évolution historique. Il est d'obliger le colonisé à la faire en sens inverse»<sup>7</sup>. Si le sociologue algérien ne prend pas cette réalité en compte, par honte, souci du «politiquement correct» ou, pire, par «négligence

---

<sup>4</sup> L'appellation *Hirak béni* est proposée officiellement dans l'avant-projet de la révision constitutionnelle. Il est noté en italique, car ladite révision n'est encore qu'au stade de la proposition.

<sup>5</sup> *Momentum*, mot anglais d'origine latine, est préféré à dynamique par ce qu'il rend mieux compte du «mouvement synergique» généré par le Hirak qui a continué à entraîner la société dans sa quête de valeurs de dignité, de moralité et de solidarité, guidée par un idéal national historique.

<sup>6</sup> Au plus fort du débat algéro-français houleux sur la mémoire, l'ex-président de la République avait trouvé la bonne formule pour qualifier ce le Président français de l'époque désignait déjà comme «déravage colonial». Il avait lancé, en réplique à cette expression jugée trop molle, celle de «Génocide culturel».

<sup>77</sup> Laroui, A. (1981), cité par Meynier, G., *L'Algérie révélée: la guerre de 1914-1918 et le premier quart du XXe siècle*, Paris, Librairie Droz, p. 746.

historique»<sup>8</sup>, il se trompera de société sûrement. C'est le sens premier de l'axiome Durkhémien : «*Il faut traiter les faits sociaux comme des choses*». C'est ce que l'académicien appelle l'objectivité. Les comportements d'individus ou de groupes, aujourd'hui, ne sont pas dictés par cette période historique, bien entendu, mais les mentalités qui les déterminent sont transmises, au sein des familles, de générations en générations jusqu'à devenir des quasi-atavismes *archaisants* presque aussi forts que la culture nationale moderne débutante, à l'école, qui n'a, en tout et pour tout, pas plus de deux générations. Le rapport à l'Etat, la chose publique, et surtout la confiance dans les institutions étatiques sont autant d'indicateurs qui révèlent la persistance d'anciens modèles culturels brisés par l'histoire au détriment du modèle à vocation de domination, porté depuis l'indépendance, par l'action structurante de l'Etat-nation.

## I. CHOC PANDEMIQUE ET REACTION SOCIETALE

### I.1. La Réalité Des Chiffres

« *Si on ne les fait pas bien parler, les chiffres peuvent être trompeurs* ».

Ce conseil s'applique parfaitement au cas algérien dans les circonstances actuelles du Covid-19. La peur des observateurs algériens s'est surtout alimentée du nombre des décès quotidiens anormalement élevé par rapport à ceux de pays voisins. Surtout au début de la crise avec un mode de 30 décès le 09 avril<sup>9</sup>. Et malgré sa division par quatre (04) pratiquement, descendu à +ou- sept (07) aujourd'hui, soit la moyenne mondiale, ce chiffre reste éloigné de ceux des voisins. Le Maroc affichait parfois 0 décès quotidien.

Mais lorsque le raisonnement se fait à partir des différents indicateurs<sup>10</sup>, notamment les taux d'incidence, de létalité et de guérison, la conclusion est différente. Elle aurait pu être définitive si les 3 pays donnaient un peu plus de détails sur la catégorie notée : «Hospitalisés et sous traitement (à domicile ?)» dans le tableau4. Néanmoins, l'absence de ces détails nécessaires à un raisonnement affirmatif, n'empêche pas d'émettre des hypothèses fortement vraisemblables pour expliquer les différents écarts entre pays et leur incohérence. L'objectif de cet exercice est d'essayer d'expliquer sociologiquement certains comportements contrevenants aux mesures préventives édictées par les autorités médicales, en vue d'y remédier à plus long terme par le développement de la culture de santé notamment, pas de les défendre ni encore moins de les justifier. Il est question de santé publique, aucune confusion n'est permise. Le but est aussi et surtout de déconstruire une image exagérée d'une Algérie «en difficultés» par

---

<sup>8</sup> Une «négligence historique» qui n'en est pas une parfois lorsque l'impasse sur l'histoire est recherchée dans le but d'accuser l'Algérie indépendante de tous les maux et, indirectement, «blanchir» la période coloniale au nom d'un faux principe de réalisme, comme si, en sociologie on peut expliquer le présent sans retour à l'histoire. Dit, autrement, c'est l'anti-khaldounisme.

<sup>9</sup> Voir tableau en annexes, Tableau 1. Mais ce chiffre, comme les autres qui dépassent la dizaine de décès par jour, devraient être pris avec beaucoup de précautions. Car, vers le milieu du mois d'avril, les services de statistiques du Covid-19 au ministère se sont ravisés pour annoncer que parfois les chiffres présentés couvraient une période qui pouvait s'étendre sur 48heures ou même 72heures alors qu'ils étaient supposés rendre compte des dernières 24heures.

<sup>10</sup> Voir les données statistiques utilisées pour ce raisonnement dans les Tableaux en annexes.



rapport à d'autres pays de la région, que certains articles, parus dans la presse électronique en particulier, tendent à promouvoir, sans fondements scientifiques réels.

- 1<sup>er</sup> constat (Incidence) : Le taux d'incidence du Maroc est le plus élevé (21,2 p.100000), suivi de celui de l'Algérie, très proche (19,9 p.100000), mais très loin de celui de la Tunisie (seulement 9,0 p.100000).
- 2<sup>ème</sup> constat (Létalité) : La situation est complètement renversée pour ce qui est de la létalité. Le taux de l'Algérie (7,1%) est le plus élevé des trois. Près de trois fois celui du Maroc (2,7%). il est cependant beaucoup plus proche du taux tunisien (4,6%). (Tableau 4.)
- 3<sup>ème</sup> constat (Guérison) : La Tunisie se situe en tête avec une longueur d'avance très appréciable autant que surprenante, affichant un taux de guérison de 88,4loin devant les deux autres pays ; 64,6pour le Maroc et 56,5% pour l'Algérie. (Tableau 4.)
- 4<sup>ème</sup> constat (Hospitalisés + sous médication (à domicile ?)): Parmi la population des contaminés confirmés, ceux qui ne sont ni décédés ni guéris représentent une proportion très faible en Tunisie (7,0) alors que leur part s'élève à près du tiers au Maroc (32,7) et même plus en Algérie, à savoir bien plus que le tiers (36,4). (Tableau 4.)

#### **Conclusion de l'analyse sur la base du Tableau 4. En annexe.**

Le comportement populaire face aux mesures préventives et son influence sur le taux d'incidence en Algérie n'est pas exceptionnel. Avec une population moindre (35,60millions contre 43,65millions pour l'Algérie), le Maroc enregistre une incidence relativement plus importante de l'épidémie (21,2p.100000 contre 19,9p.100000)<sup>11</sup>. A sociologie similaire, le Maroc pourrait s'avérer beaucoup plus vulnérable, si les statistiques maghrébines utilisées provenaient directement des Gouvernements aux experts nationaux et maghrébins réunis dans des groupes de travail, sous le contrôle de leurs gouvernements respectifs dans le cadre de l'UMA, par exemple. Malheureusement, elles proviennent des média qui les recueillent auprès de Wikipedia<sup>12</sup>, un site gratuit mais libre, qui n'est lié à aucune partie sous aucun contrat, pour assurer la scientificité et la disponibilité, sous une forme appropriée, pour l'exploitation directe par les experts comme le fait, par exemple, Johns Hopkins University<sup>13</sup>, pour tous les autres pays qui préfèrent payer pour avoir une disponibilité de données mondiales «irréfutables» pertinemment présentées, pour les meilleures comparaisons utiles, et les meilleures vérifications possibles que leurs experts n'ont aucun mal à utiliser.

---

<sup>11</sup> Pour l'explication sociologique, voir plus loin.

<sup>12</sup> Le site Wikipedia, qui réceptionne les données statistiques des pays maghrébins, ne manque pas de placer, bien en vue, la mention suivante: « *Cet article est susceptible de contenir des informations obsolètes ou inexactes* »

<sup>13</sup> The Baltimore Maryland's Johns Hopkins University, which tracks and compiles data from national and local authorities, the media and other sources. All advanced countries use its site.

Proposition :

Pour une meilleure mutualisation de la lutte anti-pandémique au Maghreb, condition nécessaire pour une plus grande efficacité des plans d'actions concertés, la création d'un site web, impliquant tous les Etats membres, devient incontournable en prévision de l'avenir.

Remarque :

Cette première analyse a été menée sur la base du Tableau 4. (en annexe) dont les données s'arrêtent au 26 mai, jour de la décision de rédiger la contribution en vue de l'envoyer comme contribution, conformément à l'appel de Monsieur le Ministre dans sa lettre du 23 avril 2020 sous le numéro 547/SPM, adressée à Messieurs les Présidents des Conférences Régionales des université, pour, entre autre, « *mettre en place, des groupes de travail pluridisciplinaire avec la participation d'enseignants toutes disciplines confondues* » et « *qu'un projet de rapport final, par Conférence Régionale (lui) sera transmis à la fin du mois de mai 2020* ».

Constatant que l'évolution de l'incidence et de la létalité due au Covid-19 commençait à montrer des changements imprévus, il est apparu plus instructif d'ajouter à la première analyse sur la base du Tableau 4, en annexes, une deuxième analyse complémentaire récapitulative sur la base du Tableau 4 bis, en annexes également.

Le rapprochement comparatif de l'analyse sur les 2 périodes ; celle du 21mars au 26 mai, prévue au départ, et celle du 21mars au 18juin, plus longue et plus complète et mieux instructive, s'est avéré pertinent, par rapport aux chiffres. En ce qui concerne la visualisation graphique, la durée du tracé des courbes est resté le même, sauf lorsque la prolongation de la durée pouvait fournir de nouveaux éléments clarificateurs.

Finalement, ce travail, quoique un peu laborieux, valait la peine, car il a fait évoluer ce qui n'était qu'une vague hypothèse, dans la première conclusion, en une confirmation plausible par la comparaison des deux périodes.

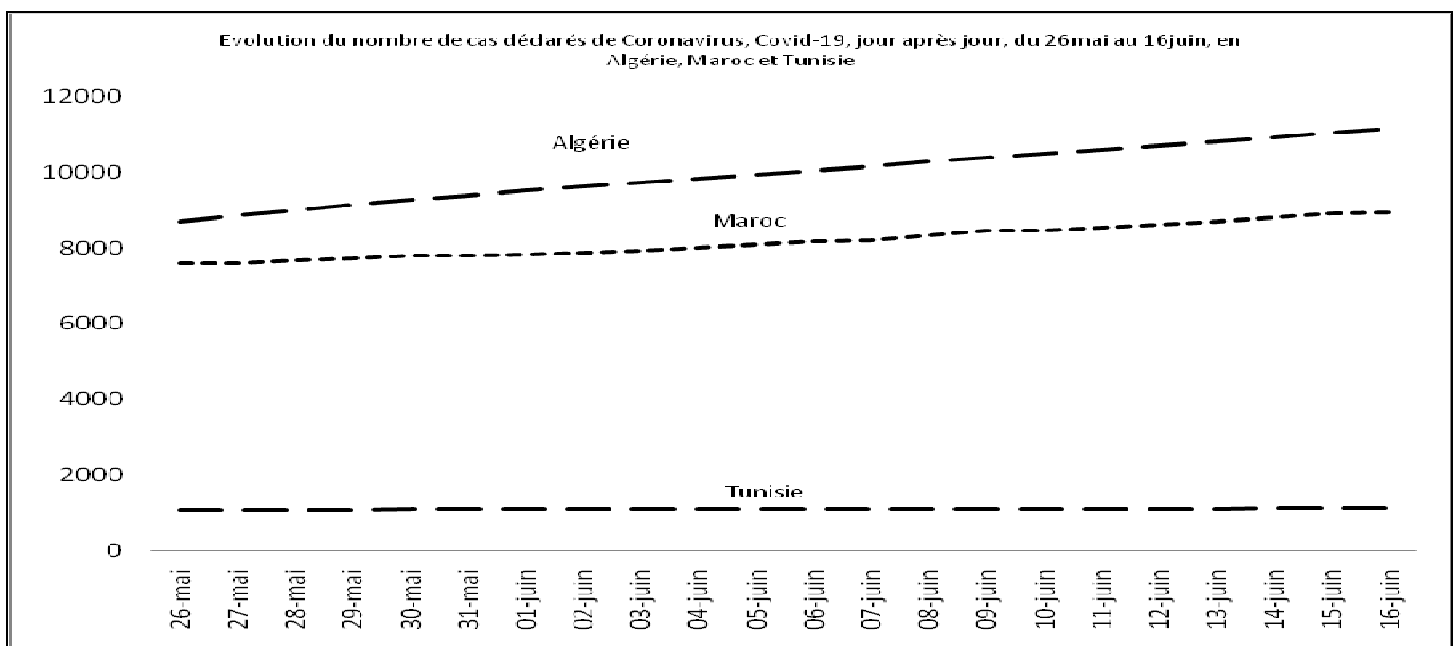
Donc, en menant l'analyse sur les données disponibles de deux périodes successives, (Tableau 4. Données disponibles (du 21mars au 26mai), et Tableau 4 bis (du 21mars au 16juin). Données complétées (du 21 mars) jusqu'au 18 juin (jusqu'au 16 juin pour l'évolution des nouveaux cas confirmés, jour après jour, en raison des limites de la disponibilité sur le site web fournisseur), on constate que l'évolution des statistiques ne suit pas la logique habituelle en temps normal.

La comparaison des taux d'incidence de la première période avec la seconde, révèle une certaine constance, malgré une légère augmentation, pour la Tunisie (9% et 9,7%) mais une nette différence pour les deux autres pays ; plus pour l'Algérie (19,9% et 25,5%) que pour le Maroc (21,2% et 25,1%). Des différences dans les scores, mais un grand rapprochement entre eux, jusqu'à la similitude quasiment, à la fin des deux périodes (Algérie 25,5% et Maroc 25,1%).

La comparaison entre les taux de létalité des deux périodes, pour les trois pays maghrébins confirme le bien-fondé de la prudence du commentaire portant sur la première période (voir supra).

L'Algérie enregistre exactement le même taux de létalité (7,1%), qu'on fasse les calculs sur les données limitées au 26 mai ou complétées jusqu'au 18 juin. Pour la Tunisie et surtout le Maroc, les calculs sur les données limitées à la première période (limitée au 26 mai) donnent déjà des taux très bas, comparés à celui de l'Algérie qui est le plus proche de la moyenne mondiale. Lorsqu'on étend le calcul pour englober toute la période (jusqu'au 18 juin), le taux de létalité des deux pays, déjà très bas, descend encore plus (du 26 mai au 18 juin)(Maroc de 2,7% à 2,4% et Tunisie de 4,6% à 4,4%). Le maintien du même niveau de létalité en Algérie n'est-il pas dû au fait que c'est le seul pays qui, au moment de délivrer le permis d'inhumer, vérifie tout décès sur son territoire, à l'intérieur ou hors du système national de santé, pour le comptabiliser au cas où son lien avec le Covid-19 est établi ?

**Graphique 1.**



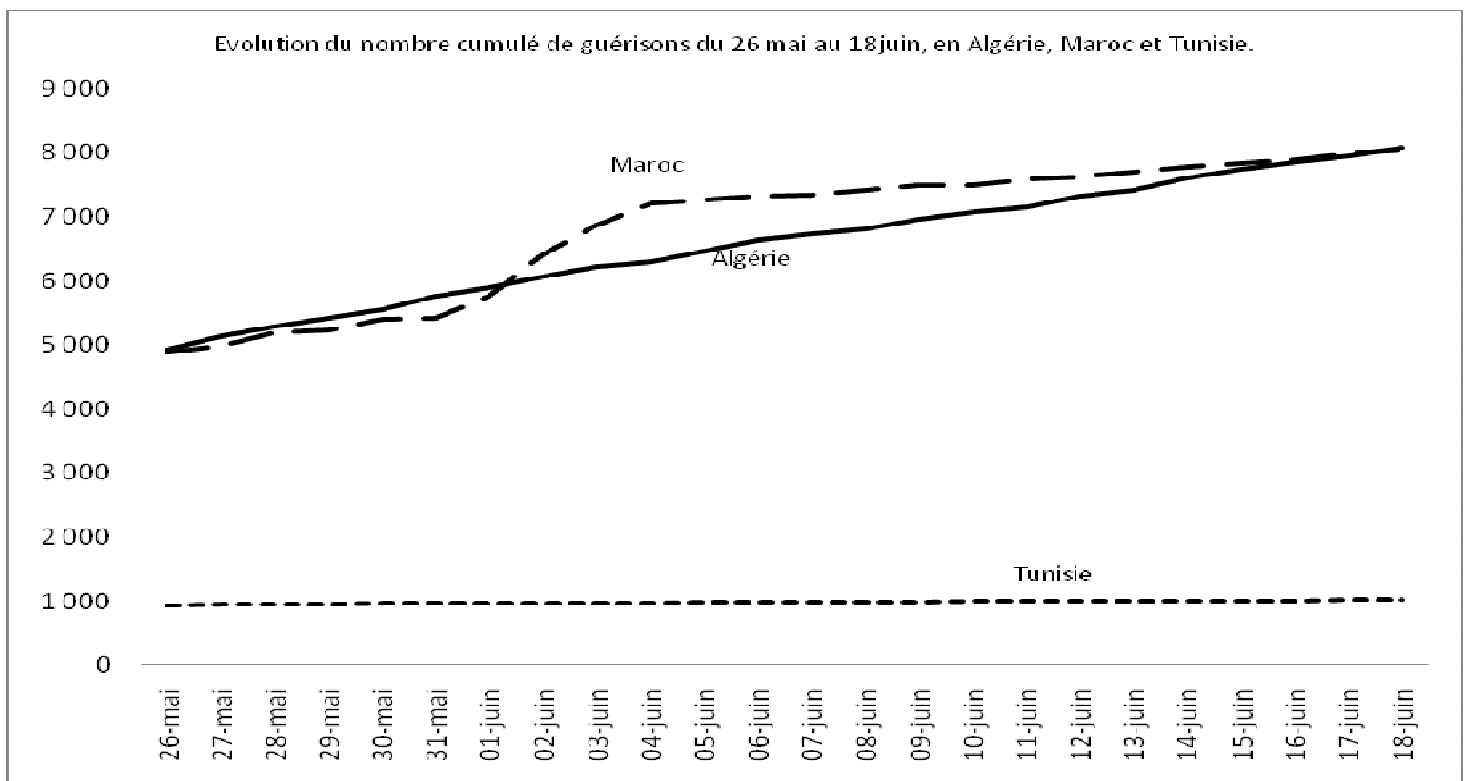
Les nouveaux cas déclarés de covid-19 ne font qu'augmenter pour les trois pays, mais pour le Maroc et l'Algérie, beaucoup plus que pour la Tunisie (graphique 1).

Si on s'en tient aux chiffres seulement, cela voudrait dire que c'est l'Algérie qui est la moins efficace dans sa lutte contre l'épidémie. Ce qui est déjà une contradiction puisque c'est le seul pays des trois qui garantit à tous les citoyens le droit d'être soigné, d'être rapatrié et mis sous contrôle médical pendant la durée réglementaire de la mise en quarantaine gratuitement. Pour ce faire, il s'est pourvu de suffisamment de matériel médical, de moyens de préventions et, le cas échéant, d'hospitalisation, etc.... avec ses propres ressources, en plus de l'aide

consistante de pays bénéficiant d'une grande expérience pionnière dans la lutte contre l'épidémie.

La seule explication logique qui reste, alors, à cette contradiction, est le fait que l'Algérie est aussi le seul pays, des trois, qui s'assure que tous les décédés sur le territoire national, durant la période de crise que nous vivons, soient soumis à vérification si le décès est, oui ou non, dû au covid-19. Il devient donc compréhensible que les deux autres pays n'ayant pas les moyens dont dispose l'Algérie pour mener tous ces efforts de contrôle de l'épidémie, n'enregistrent que les décédés sous contrôle médical, qui ne représentent qu'une partie seulement des victimes de l'épidémie. Ainsi, beaucoup de décès causés par le covid-19 peuvent se produire hors contrôle médical dans ces pays, et ne sont pas comptabilisés comme tels.

**Graphique 2.**



- Rien, ne peut expliquer, par contre, le bond de la courbe retraçant l'évolution du nombre de guérisons (cumulées) au Maroc, à partir du 31mai (voir graphique 2), qui saute sur celle de l'Algérie, puis revient à une allure plus régulière par la suite à partir du 04juin.
- Enfin, s'agissant de la comparaison entre les taux de guérisons des trois pays au 18juin ; (Algérie 70,4%, Maroc 88,3% et Tunisie 88,9%), avec rétrospective sur les mêmes taux d'avant (au 26mai : Algérie 56,5%, Maroc 64,6% et Tunisie 88,4%), on constate que si la Tunisie apparait comme la plus stable, où presque rien ne se passe, et qu'en Algérie les choses se stabilisent avec une progression assez régulière de l'efficacité des traitements médicaux, au Maroc, par contre,

l'évolution est surprenante et incompréhensible. Car son évolution suggère que le pays ayant, au départ (au 26mai), un taux d'incidence supérieur à celui de l'Algérie (21,2% contre 19,9%) et un taux de guérison un peu plus élevé mais pas très loin du sien (Algérie 56,5% et Maroc 64,6%), serait arrivé à la même situation que la Tunisie (au 18juin) avec un taux de guérison identique (Maroc 88,3% et Tunisie 88,9%) malgré une augmentation des cas de contaminations confirmés à un rythme important, proche de celui de l'Algérie (voir graphique1).

Les zones d'ombre restent nombreuses et mériteraient encore plus d'éclaircissement, si les statistiques venaient à être vérifiées et consolidées.

- Tout ceci confirme bien ce qui a été posé comme interrogations, auparavant, sur la fiabilité des données disponibles pour un travail de comparaison rigoureux, réellement scientifique et significatif de la situation réelle sur le terrain.
- Dès le premier jour, les autorités algériennes ont annoncé et réalisé la prise en charge de toute sa population menacée par la pandémie, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Ce qui n'est peut-être pas tout à fait le cas pour les deux autres pays maghrébins limitrophes à l'est et à l'ouest.
- Malgré la dégradation des conditions de travail et de gestion du système de santé en Algérie, depuis au moins une décennie et le retard dans sa mise à jour technologique et managériale, et le contexte général défavorable du pays au moment du choc, comme expliqué plus loin, sa relance vigoureuse, dans le feu de l'action, l'aide matériel de pays amis, le personnel médical et paramédical de la santé publique est arrivé à un niveau de performance élevé, notamment à faire plier drastiquement la courbe de létalité. Il y a aussi, l'aide précieuse dont a bénéficié l'Algérie, sous forme d'assistance technique d'une équipe chinoise qui a acquis une expérience de grande valeur lors de sa lutte contre le Covid-19, pour en débarrasser le pays. D'autres pays ont suivi, comme l'Italie, la Russie, etc... Mais au départ, au moment où tous les pays du monde, y compris les Etats-unis, tentaient de s'arracher, à prix forts, l'expérience et le matériel chinois, l'Algérie a pu l'avoir grâce, la tête haute et avec les remerciements de l'ambassadeur de la République Populaire de Chine, comme au temps, pas si loin, de la décolonisation, de l'entraide et de la lutte pour la liberté des peuples. Au moment où la Chine, souffrait, «isolée» dans son malheur de premier pays victime de ce qui va se révéler la pire des pandémies de toute l'histoire de l'humanité, l'Algérie lui a tendu la main de l'entraide amicale en lui envoyant du matériel dont elle allait en avoir besoin elle-même et qu'elle a préféré partager avec les vrais compagnons de lutte..

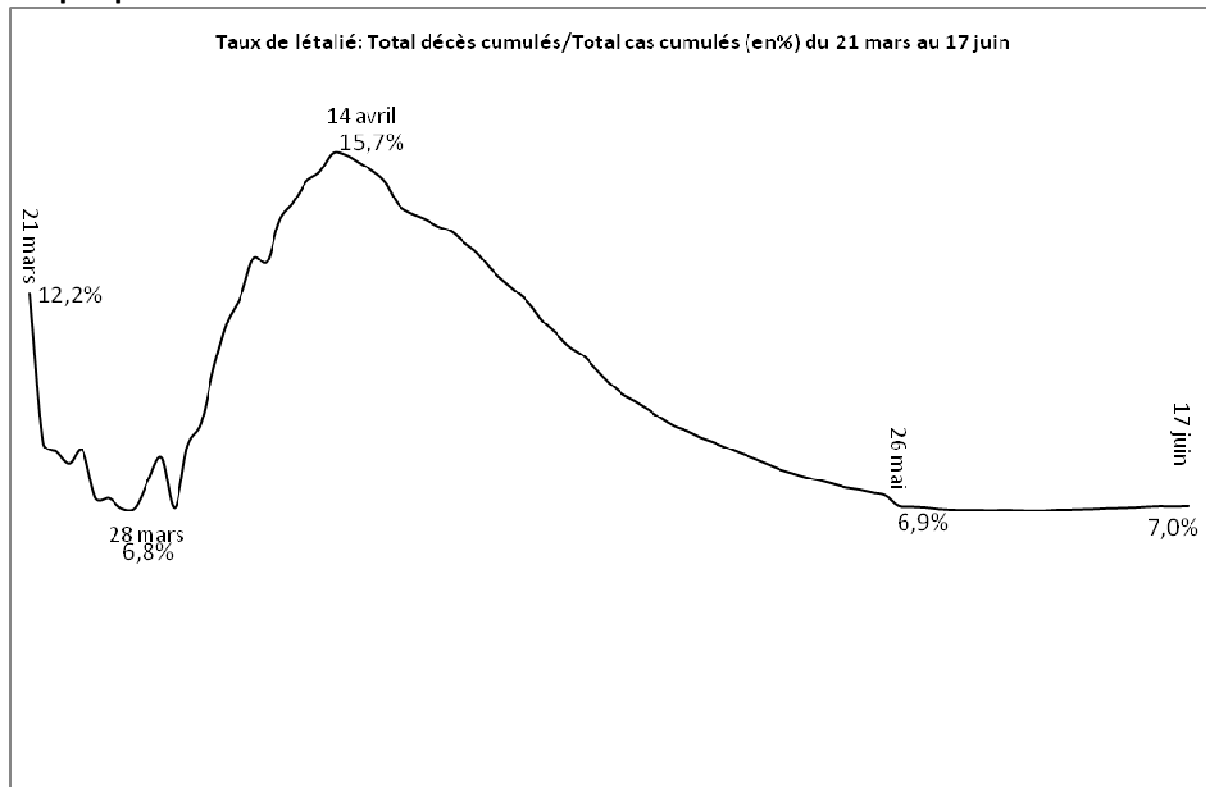
On voit combien la réaction de la société algérienne au choc de la pandémie Covid-19 est indissociable du «*momentum*» provoqué par le Hirak.

Proposition :

Mener un travail de comparaison et d'échanges d'expériences entre spécialistes du Maghreb sur ces questions pour faire avancer la lutte contre la pandémie plus efficacement dans notre région, et renforcer la capacité proactive de prévention à l'avenir.

Comme le montre la courbe accidentée, et irrégulière dans le graphique 3, ci-dessous, qui retrace l'évolution du taux de létalité, du 21 mars au 17 mai, le système national de santé, frappé de plein fouet par le choc pandémique du Covid-19 a réagi dans le désordre de la surprise pour se ressaisir par la suite et arriver à contrôler la situation en milieu de période.

**Graphique 3.**



La crise épidémique en Algérie débute le 25 février, après qu'un ressortissant étranger, dont le pays était déjà en proie à la pandémie, est testé positif pour le SARS-CoV-2. L'état moral collectif était déjà mis à rude épreuve avec les tensions, parfois extrêmes, qui ont accompagné les manifestations massives, soutenues, sur des semaines et des mois. Une semaine plus tard, plus exactement le 1<sup>er</sup> mars se forme le premier cluster de l'épidémie à Blida avec le test positif de 16 membres d'une même famille, contaminés les uns les autres, entre résidents en Algérie et d'autres en France venus participer à la fête d'un mariage. La Wilaya de Blida devient ainsi l'épicentre de l'épidémie en Algérie. Un mois après, le 24 mars, la Wilaya toute entière est soumise à un confinement qui ajoute à la lourdeur de l'atmosphère générale, à Blida mais aussi sur tout le territoire national. Depuis, l'épidémie s'est propagée assez rapidement, prenant à l'improviste une population jamais confrontée à un tel scénario dans toute son histoire. Malgré la réaction assez rapide des autorités nationales, leurs discours, actes et signaux d'apaisement répétés, une sourde mais palpable inquiétude s'empare de la population dont les réactions sont multiples et variées. C'est cette ambiance singulièrement lourde pour les esprits qui explique en premier lieu la réaction, parfois jugée négative sous forme d'«indiscipline» par la *vox populi* et même certains journalistes, vite allés en besogne. Il y a certainement des

comportements répréhensibles d'individus ou de groupes, très limités par ailleurs, mais ce n'est pas sur cette base qu'on peut expliquer sociologiquement les comportements collectifs significatifs et représentatifs de la communauté nationale qui se compte en millions, avec toutes ses diversités de niveau culturel, de moyens d'existence, de situations socioéconomiques contrastées, et....

L'imposition du confinement à Blida est le vrai point de départ de la crise du Covid-19 en Algérie, en particulier au niveau psychologique de la collectivité nationale. Une crise qui vient s'ajouter à une autre, existentielle, et non de santé publique seulement. Tout le monde se met à suivre l'évolution du mal «absolu» et sa propagation avec de plus en plus d'angoisse, à travers les chiffres annoncés chaque soir lorsque toutes les familles se regroupent autour de la télévision. Les 2 chiffres le plus discutés, parce que les plus frappants, sont celui du nombre de contaminations par jour et celui de la létalité (taux pour les mieux instruits et nombre de décès par jour pour les profanes).

Ce qui angoissait encore plus la population, c'est de voir des journalistes, à la télévision, eux-mêmes très inquiets et angoissés par le taux de létalité qui était, et le reste encore, dans une certaine mesure, le plus élevé de la sous – région maghrébine, voire plus. Il n'était pas rare de voir parmi ces journalistes, qui sont tout de même mieux informés que quiconque et plus instruits que la moyenne de la population, des intervenants qui se posaient des questions sur la constitution physique même des Algériens qui, peut – être, serait de nature fragile les rendant plus vulnérables.

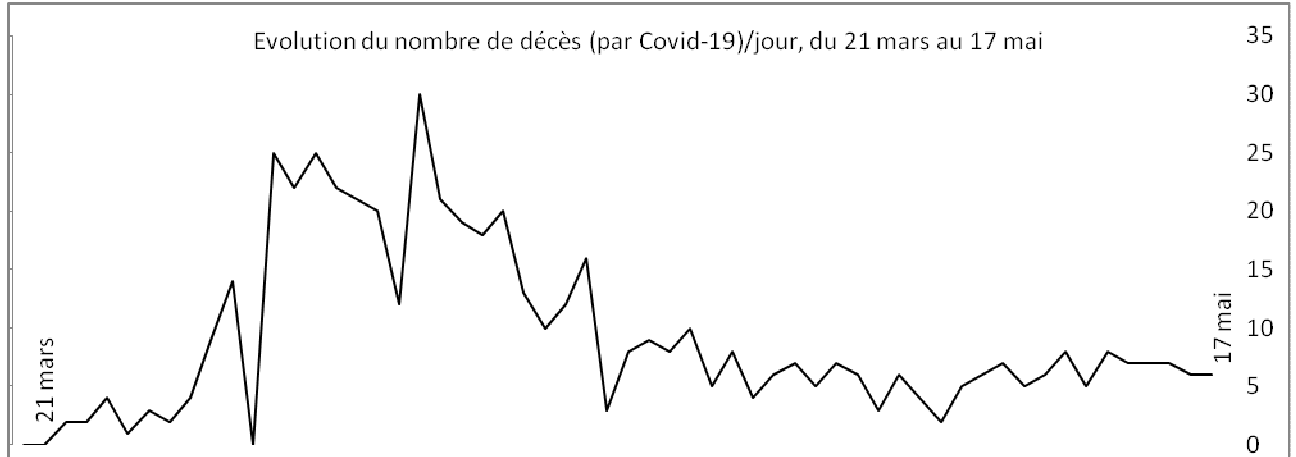
En réalité, les Algériens qui venaient de fêter le premier anniversaire du Hirak, exigeaient la transparence totale sur la situation, allant pour certains jusqu'à remettre en doute les données statistiques annoncées qui étaient pourtant déjà inquiétantes. Et c'est aussi parce que le mouvement du 22 février n'était pas loin, et la «couverture mean-stream-médiatique» pas toujours bienveillante qui l'a accompagné, encore vivace. Le concours de circonstances dans ce contexte a fixé les esprits sur la hauteur des chiffres mais, à aucun moment, sur le sens relatif.

L'analyse exposée plus haut a apporté une première clarification. La seconde apparaît sur le graphique 3, qui visualise le premier choc – surprise qui s'est soldé par une montée rapide du taux de létalité (12,2% le 21mars) qui devait retomber aussi vite, presque divisé par 2, une semaine plus tard (6,8% le 28mars). A partir de cette date, on peut estimer que les autorités médicales sont parvenues à maîtriser la situation et que l'augmentation qui va amener le taux à 15,7% le 14avril est due, non pas à une nouvelle perte de contrôle de la situation par la Task-force du Covid-19 qui venait d'être installée, mais au *momentum* tout naturel d'une épidémie à ses débuts, conjugué à la permissivité résiduelle de la population qui n'est pas encore arrivée au niveau du comportement collectif «prophylactique» recommandé par les autorités médicales nationales. Habituellement, l'évolution d'une épidémie se présente toujours sous la forme d'une courbe en «cloche». Le sommet de la cloche est atteint le 14 avril et, depuis, la descente est continue jusqu'au «plateau» qui soit, va continuer sa descente pour la sortie de crise, soit se relever pour une deuxième vague dont on parle mondialement, de plus en plus.

La maîtrise progressive de l'évolution de l'épidémie a été possible, grâce aussi au recours, dans l'urgence, à des jeunes sollicités à l'occasion, pour la réalisation des plateformes de *monitoring*, d'applications de *tracking*, etc... C'est la preuve que

l'amélioration et les bonnes performances de prestations du système national de santé étaient possibles, il y a bien longtemps. «*A quelques chose malheur est bon*» disent les français, un adage qui fait écho au nôtre, rappelé au début du texte (dans la partie ; Contexte et cadre de réflexion : Le contexte national).

**Graphique 4.**



Dans le détail, la courbe de l'évolution du nombre de décès par jour dus au coronavirus Covid-19 (graphique 4.), est encore plus éloquent par son allure en dents de scie, et son envolée les premières semaines d'avril qui finit par retomber à un niveau plus compréhensible par la suite. Mais descendu, un moment, à plus ou moins sept (07) décès quotidiens, quoique douloureux, le chiffre est relativement « normal » comparé à la moyenne mondiale par rapport au volume d'une population de moins de 50 millions. Là aussi, on constate un léger relèvement tendanciel de la courbe. Sont-ce les prémices de la deuxième vague dont on parle tellement ? Le monde entier retient son souffle car la réponse est difficile à formuler.

**Proposition :**

L'analyse pourrait être encore plus précise pour un monitoring beaucoup plus significatif et efficient avec la disponibilité de plus de données affinées à la base, accompagnant le « testé positif » dès sa captation, comme, par exemple, son secteur d'habitat de provenance (Métropole, suburbain, urbain, semi-urbain, rural, semi-rural, épars,...), les communes de provenance et leur code postal pour la localisation précise des *Clusters* qui se forment et se défont au gré de l'évolution de l'épidémie, le stade d'évolution de la maladie au moment de la réception des malades et toutes les variables susceptibles d'aider à la localisation géographique et la caractérisation sociodémographique des porteurs du virus.

**I.2. Quelques Analyses Sociologiques Comportementales**

- La population algérienne a été désemparée par la pandémie Covid-19, autant que celles de tous les pays de la terre, et peut-être même un peu plus. Le facteur aggravant dans le cas algérien est que la pandémie s'est signalée après trois jours, jour pour jour, du premier anniversaire du Hirak. Alors que la société était en pleine effervescence, politique, médiatique et électorale, voilà qu'elle est frappée de plein



fouet par une pandémie dont jamais le monde n'a vu de pareille. En dépit de cette situation exceptionnelle, une grande majorité «silencieuse» de la population s'est conformée, et continue de le faire, aux mesures préventives décidées par les autorités nationales de santé, indiquant par là une grande capacité de résilience collective solidaire dans l'adversité extrême<sup>14</sup>. Les groupes visibles qui s'attirent les projecteurs d'une certaine presse à sensations, sont souvent marginaux nonobstant la menace réelle qu'ils font peser sur la santé publique. Avec le temps, même les comportements atypiques reculent au profit de l'adaptation majoritaire émulative, travaillée au corps par des *clusters* qui sont annoncés soudainement par la commission de suivi, en plus de rumeurs «catastrophistes» rapportés par la *vox populi*. L'information/communication officielle est face au grand défi d'entretenir la sérénité collective. Non seulement les us et coutumes Algériennes sont très éloignées des comportements que les autorités médicales nationales exigent d'eux, mais en plus, la soudaineté du choc à un moment déjà «troublé», complique singulièrement le problème.

- La sociologie maghrébine, comme on l'a vu précédemment, à l'instar de plusieurs régions dans le monde se distingue par des habitudes séculaires de liens sociaux très serrés et très forts en familles comme en public. Les mesures de distanciation sociale, précisément, sont ressenties comme un «sevrage social» difficile à supporter sur une longue période, alourdi par un confinement très stressant et angoissant. Le besoin subjectif de ce lien social très fort sous forme de rencontres aussi fréquentes que possibles avec les parents, amis, voisins, etc... est incrusté dans l'habitus algérien comme un *quasi-atavisme* psychosocial parmi les couches populaires les plus traditionalistes. Et la rencontre est toujours d'expression tactile aussi.
- Par ailleurs, la population algérienne, comme toutes les populations extrêmement jeunes, (en Algérie, 54% de la population ont un âge de moins de 30 ans actuellement) comprend en son sein une partie de la jeunesse, minoritaire heureusement, qui est devenue très sensible aux *fake-news* et autres rumeurs qui favorisent l'impulsion humaine toute naturelle à cet âge. Un âge de tous les défis, aventure et témérité. Le phénomène s'est renforcé avec l'« explosion » des réseaux sociaux au point où il a déjà fait beaucoup de victimes et participé à la propagation d'idées d'incivilité et de violence. Ce qui a forcé les autorités publiques à légiférer en vue d'en endiguer les méfaits.
- Un autre facteur défavorable est celui de la résurgence de mentalité de méfiance/défiance algérienne vis-à-vis de tout ce qui est Etat. Cette mentalité qui prend ses racines dans l'histoire avait, pourtant, quasiment disparu pendant le mouvement national d'indépendance, ce qui a permis le soulèvement populaire pour la libération malgré l'effroyable atrocité de la guerre asymétrique qu'il a dû mener. Seulement, après la période de grâce nationale qui a duré de l'indépendance à la fin des années 70, la période de crises multidimensionnelles successives, inaugurée par la révolte d'octobre 1988 et la violence armée qui a suivi lors de la *Tragédie nationale* des années 90, a fini par éroder sérieusement le fort sentiment patriotique et la fierté nationale dont était affublé l'Algérien.

---

<sup>14</sup> « La notion de résilience pour qualifier la capacité d'une ville à affronter un choc, y compris économique, n'est pas nouvelle, mais elle revêt, en pleine crise du coronavirus, une dimension toute particulière ». (Magali TALANDIER, Economiste).

- La perte relative de la fierté nationale parmi certaines catégories de la population, a beaucoup favorisé la propagation et l'influence de certaines fake-news épisodiques des réseaux sociaux négatives par rapport aux efforts des autorités et de la société face à la pandémie. Par moments, les médias étaient beaucoup plus occupés à rectifier, démentir ou clarifier certaines informations non avérées et..... ?
- L'effet de loupe (ou de zoom) des médias qui focalisent sur le sensationnel, regroupement en temps d'épidémie, même si ce regroupement est loin d'être représentatif ne serait-ce que d'un petit quartier isolé, a aussi beaucoup contribué à la confusion parfois.
- A cela, s'ajoute la promiscuité des logements, en général trop exigus par rapport à la taille du ménage qui, dans les couches populaires les plus modestes, dépasse les six (6) personnes par ménage. Dans ce cas, il est très fréquent que le prétexte d'achat de nourriture ou de médicament est invoqué alors qu'en réalité c'est le besoin de «respirer» et, chemin faisant, de satisfaire un «manque» de lien social fort qui poussent certains jeunes, les plus fragilisés par les contraintes préventives édictées, à des «rassemblements» discrets en petits groupes dans certains marchés ou devant quelques bâtiments d'habitations pour un moment de la journée et/ou même de la nuit parfois, comme on l'a vu dans certains reportages.
- La question du confinement dans la promiscuité n'est pas spécifiquement algérienne, ni maghrébine. Elle est mondiale. Tous les observateurs de tous les pays du monde s'attendent à une explosion de la divortialité, à commencer par les Etats-Unis où une enquête a révélé que les avocats spécialisés, comme les interviewés eux-mêmes, s'attendent à une envolée «exponentielle» du nombre des divorces après le confinement. En France et ailleurs en Europe, il y a de plus en plus d'informations sur la perspective de recours aux psychologues et psychiatres. Ce qui est certain pour le moment c'est l'«explosion» de la consommation d'anxiolytiques et d'antidépresseurs dans toutes ces sociétés.
- Concernant le port de la bavette (ou masque comme l'appelle la plupart des gens), il n'y a pas que le refus, comme expression de rejet de l'autorité, qui l'explique comme l'avancent certains. Il y a surtout d'autres facteurs culturels inhibiteurs qui sont en cause. Tout d'abord, la bavette, assimilée subconsciemment à un Niqab (نقاب) (ou 'Ajaar عجار dans certaines régions du pays), il est vaguement vécu par la plupart des hommes, surtout à la campagne, comme une atteinte à la virilité masculine. Dans certaines régions, sahariennes en particulier, il fait même partie d'un code de comportement social bien précis. Il est de tradition ancestrale dans ces régions, de porter le *Chech* (الشاش أو العمامة) qui peut cacher la bouche et le nez quand c'est nécessaire, par temps de vent de sable par exemple. Mais, même lorsque cela s'imposait d'antan, il fallait l'enlever si on devait croiser quelqu'un, ne serait-ce que furtivement de façon à ce qu'il voit le visage du porteur du «masque». Sinon, ce serait faire un signe d'hostilité à la personne qu'on rencontre, car cacher son visage à la rencontre de quelqu'un signifiait qu'on est en situation de conflit avec lui, pour raison familiale, tribale ou tout simplement personnelle. Si le sens du code a disparu aujourd'hui les réflexes vaguement inhibitifs qui y sont rattachés perdurent dans le subconscient.
- Dans certains reportages télévisés sur ces questions, le téléspectateur a eu l'agréable occasion d'apprendre que des jeunes d'une association locale dans la wilaya de Tiaret avaient mené une campagne de sensibilisation auprès des paysans

des environs, pour promouvoir le port de la bavette comme nécessité de santé publique. Ils expliquaient, en parfaits sociologues de la population de leur wilaya, à des centaines de kilomètres à la ronde, combien il était facile de faire admettre le port de la bavette si on avait le savoir-faire culturel de s'adresser à la population directement. Le canal associatif local est l'un des vecteurs les plus importants dans la campagne de lutte contre l'épidémie.

- Les regroupements et le non respect strict des mesures – barrières imposées réglementant les comportements en temps de pandémie qu'on peut voir dans certains reportages doivent être pris en compte dans leur contexte, leur signification et leur représentativité. L'effet de loupe (ou de zoom) des media peut jouer plus d'un tour au spectateur. Sans négliger la menace réelle de tels comportements, ils doivent être cernés dans leur dimension et leur portée réelle. C'est ce qu'on appelle des clusters, qu'il faut localiser pour endiguer l'effet de contamination. Aucun pays n'y a échappé, même pas ceux réputés les plus opulents comme les USA<sup>15</sup> ou la Suisse<sup>16</sup>, par exemple.
- Les Algériens n'ont pas le système, bien rodé, de la livraison via internet qui allège tellement les opérations d'approvisionnement des confinés, comme il en existe dans les pays en avance technologique. Dans le cas spécifique de Blida, qui a vécu, très tôt, le confinement total, les citoyens *blidéens* avaient toutes les difficultés, au départ, pour la réception de l'aide considérable de l'Etat et des autres citoyens de par le territoire national. Personne n'y était préparé. Maintenant que tout est rentré dans l'ordre, c'est la solution trouvée qu'il faudra retenir et mettre en valeur pour une évaluation objective de la réaction intelligible de la société algérienne au choc du Covid-19.
- L'«indiscipline» évoquée par certains journalistes n'en était pas une, en dépit de certains comportements de groupes qui ont suscité l'incompréhension et l'inquiétude, parfois même la colère. Il s'agit plutôt d'un choc épidémique qui a fait autant de mal physique que psychologique aux Algériens qui se sont comportés comme ils ont pu, et qui, au fur et à mesure de l'expérience s'adaptent de mieux en mieux à la lutte collective contre l'épidémie. C'est le constat qu'on peut faire globalement. L'erreur d'observation est de partir de groupes particuliers pour généraliser. De plus en plus de gens portent le masque lorsqu'ils croisent d'autres gens, bien sûr. Lorsque les individus circulent séparément, ils n'en ont pas besoin selon l'avis des plus grands spécialistes. Les gens ne s'embrassent plus, on peut le regretter malheureusement, mais toute l'écrasante majorité de la population est en train d'adopter ce nouveau code en espérant qu'il sera de courte durée. La leçon est que beaucoup reste à réaliser en termes d'éducation publique à la santé collective, à la lumière de cette expérience et, surtout en prévision d'éventuelles situations plus graves, rien n'étant désormais exclu dans ce monde dont la pandémie du Covid-19 vient de dévoiler la vulnérabilité comme jamais auparavant.

---

<sup>15</sup> A longueur de journée la chaîne CNN passait, en boucle, des files interminables des américains ayant perdu leurs emplois, venus à la « soupe populaire » pour un peu de nourriture de survie. La discipline devant le comptoir de distribution faisait, souvent, défaut.

<sup>16</sup> Le temps, site d'informations suisse, rapportait dans son édition du samedi 02mai 2020 que dans certains quartiers de Genève, il fallait attendre des heures pour bénéficier d'un peu de nourriture distribuée par une association : « Caravane de Solidarité » et que la longueur de la file d'attente pouvait dépasser le kilomètre.

Proposition : instituer un programme permanent d'éducation nationale de santé publique et d'hygiène en direction de la population pour parer à toute éventualité à venir.

## II. PERSPECTIVES SOCIOLOGIQUES : EDUCATION ET CULTURE

Pour la revalorisation culturelle de l'éducation et le relèvement de son niveau de transmission de connaissance et de son esprit rationnel et critique, la première étape incontournable, c'est la revalorisation matérielle et surtout morale de la fonction d'éducateur sur laquelle repose l'essentiel de la transmission ...

Les programmes scolaires doivent être ouverts sur la pensée rationnelle universelle<sup>17</sup>, animés par les valeurs de l'Islam des lumières, centrés sur l'histoire scientifique ancestrale et le «roman national» contemporain.

Contrairement à ce qui a été répandu, par ignorance beaucoup plus que par quelques études scientifiques avérées, qu'il est déconseillé de soumettre l'écolier à l'apprentissage de plusieurs langues car ce serait pédagogiquement dommageable. Il a été prouvé, au contraire, que l'apprentissage des langues à un stade précoce de la scolarité développerait davantage l'intelligence de l'élève. Car apprendre plusieurs langues c'est découvrir plusieurs esprits humains, plusieurs façons humaines de penser le monde contenues dans plusieurs façons de l'exprimer. C'est le logos qui viendrait de l'araméen **لُغَةَ التِّي أَعْطَتْ نَطْقَ ثَم** **منطق**<sup>18</sup>

Les principaux ressorts culturels déclenchés par la crise du Covid-19 sont essentiellement :

La solidarité "جيش شعب خاوة خاوة" و "يد وحدة ما تصفق", la valeur - travail y compris et surtout les métiers habituellement méprisés comme le travail d'hygiène **خادم الناس سيدهم و الخدمة شريفة**

et le courage et l'abnégation : Tous ces médecins, paramédicaux et personnels de soutiens morts faisant face, avec courage, à la maladie.

La réaction de la société face à l'épidémie doit être le tremplin de lancement de programmes de développement culturels basé sur ce genre de valeurs qui font les grandes nations civilisées et pérennes.

### II.1. La Culture Historique

S'il y a un domaine où l'inculture porte le plus de préjudices à la société algérienne, c'est bien l'histoire. Les intellectuels les plus érudits en Algérie en souffrent parfois, ce qui les emmène à prendre des postures incompréhensibles par rapport à la fonction sociale qu'ils ont choisie, celle d'aider la société à bien

<sup>17</sup> De plus en plus de penseurs à travers le monde arrivent aujourd'hui à la conclusion qu'Ibn Rochd est, en fait, le meilleur symbole de cette rationalité universelle dans l'histoire de l'humanité, et que Descartes c'est 90% d'El-Ghazali, dans la première partie de sa vie philosophique et spirituelle.

<sup>18</sup> بالإمكان متابعة محاضرات أستاذ اللسانيات رشيد بن عيسى لمزيد من الشرح في أصل الكلمة.

vivre sa riche diversité dans l'unité et la perspective du destin commun. Aucune nation sur la terre n'est formée d'une seule ethnie, un seul langage, une seule opinion, une seule culture locale ou une seule trajectoire historique. Surtout pas un pays, comme l'Algérie, qui fait plus de 2,3 millions kilomètres carrés, le plus grand d'Afrique et qui a connu une histoire des plus mouvementées du berceau de la civilisation humaine qu'est la méditerranée. On peut affirmer sans trop de risques de se tromper que la source principale d'« instabilité intellectuelle algérienne » relative, provient de l'ignorance d'une grande partie de l'histoire réelle du pays dans sa constitution en nation. Les historiographies diverses des différents occupants, éphémères, sont tellement parcellaires et partiales et les «trous de mémoires» fréquents.

Les programmes d'éducation, d'enseignement supérieur et de recherche scientifique de l'histoire doivent être priorités dans l'effort continu du recouvrement national sur la base d'une connaissance scientifique du passé, loin des instrumentalisation politiciennes de conjoncture. Le Centre National de Recherches Préhistoriques Anthropologiques et Historiques (C.N.R.P.A.H.) devra être le centre le plus rayonnant et le plus animé par des débats les plus riches, des entités de recherche en Algérie, à côté de la Recherche et Développement (R&D) pour la stratégie de développement national.

Proposition :

Réactiver, redynamiser avec le maximum de moyens matériels, financiers et humains, le Centre National des Etudes Historiques (C.N.E.H.) pour en faire une référence réellement scientifique, crédible et contributive à l'accomplissement de la restauration de l'Etat national et la consolidation de la société algérienne moderne.

C'est par la recherche scientifique en histoire que l'Algérie pourra parachever sa libération des velléités négationnistes, à l'instar des affirmations de Jean Sevilia qui continue, comme tant d'autres, à prétendre que lors de l'invasion coloniale au 19<sup>ème</sup> siècle (1830), l'armée coloniale n'avait pas trouvé de peuple.<sup>19</sup>

L'enseignement de l'histoire, obligatoirement lié à la recherche scientifique en la matière depuis les temps les plus reculés, doit être renforcé, enrichi tout en le corrigeant avec les nouvelles découvertes de l'Algérie indépendante, car l'Histoire est toujours écrite par les vainqueurs. L'université, sur cette question, est au devant de la scène face à l'instrumentalisation politique partisane qui peut constituer une menace à la cohésion sociale et à l'Etat-nation et son développement stratégique unitaire.

Un effort supplémentaire, encore plus important, doit être mené pour renforcer substantiellement la recherche dans la période médiévale, principalement depuis la chute de l'empire arabo-musulman et son émiettement en embryons d'«Etat-nations» (La *reconquista* pour le Maghreb du 15<sup>ème</sup> siècle.

La connaissance de l'histoire réelle de l'émergence et la pérennité de la nation algérienne, à travers les hauts et les bas de l'Histoire, est la garantie la plus sérieuse pour son équilibre socioculturel et son avenir de grande nation. Le Roman National, dont l'écriture a déjà commencé avec la guerre de libération et de la restauration de l'Etat-nation au 20<sup>ème</sup> siècle, sera la référence fière, assumée et sereine des générations à venir.

<sup>19</sup> SEVILLIA Jean, « *Les vérités cachées de la guerre d'Algérie* », Fayard, 2018 - 416 pages.

## II.2. L'Idéal National

Les Etats-Unis disposent d'un institut de sondage spécifiquement destiné à surveiller la cote de fierté nationale du pays ; un *national pride survey* (Sondage sur la fierté nationale) qui, régulièrement et/ou à l'occasion d'évènement d'importance nationale<sup>20</sup>, sonde l'opinion des Américains sur leur fierté nationale à travers la question simple, posée aux personnes majeures:

*"How proud are you to be an American - extremely proud, very proud, moderately proud, only a little proud or not proud at all?"*<sup>21</sup>

Les spécialistes, en son sein, sont suspendus surtout aux scores des réponses à l'item: «extrêmement fier» qui fait le bonheur des dirigeants du pays tant qu'il dépasse les 50% des réponses (dernier exemple, 54% lors des élections en 2016). Ces dernières semaines, à partir du 15 juin 2020 précisément, c'est l'alerte parce que les répondants par «extrêmement fier» est descendu à 49% et «Très fier» à 21%. En réponse à cette alerte, toutes les figures nationales et les dirigeants de tous bords politiques sont appelés à la rescousse pour contribuer à resserrer les liens de la nation américaine. Et déjà des initiatives concertées, éloignées des confrontations préjudiciables entre parties politiques, même lors des campagnes électorales qui viennent de commencer, sont lancées. Malgré les déchirements sur la gestion de la crise pandémique et les protestations américano-globale des *Black Lives Matter*, tous, y compris les anciens présidents, les figures sportives, culturelles, politiques, scientifiques, etc... doivent venir en aide au pays devant le risque de perte de fierté nationale. Le premier résultat de l'opération est que tous les intervenants américains, au niveau national, se gardent de tout ce qui peut entretenir l'image de division et toute polémique intérieure, même sur les sujets qui divisaient profondément, il y a à peine quelques jours.

L'Algérie n'a pas l'expérience et la tradition américaines des sondages. Elle a, néanmoins, dans sa courte histoire d'indépendance, des indicateurs qui ne trompent pas malgré leur éloignement dans le temps, pour apprécier plus ou moins le niveau de fierté nationale collective.

Le premier de ces indicateurs est l'émigration à l'étranger, vers l'Europe en particulier, qui s'apparente à un exil dans les conditions des ressortissants des anciennes colonies, comme c'est le cas pour l'Algérie. Attirés par l'imagerie miroitante envoyée par le vieux continent ou poussés par la *mal-vie*, ou ressentie comme telle, du terroir, l'option d'émigration vers l'Europe constitue le meilleur baromètre, à défaut de sondages, pour estimer la force du sentiment d'attachement au pays, et par conséquent, la fierté nationale ambiante. Dès les premières semaines du *Hirak*, la presse algérienne, dans son ensemble, avait remarqué que le phénomène des *Harraga* avait cessé comme par miracle. La question est tellement liée au sentiment de fierté nationale.

---

<sup>20</sup> Il y a des sondages quotidiens, d'autres sur la semaine, etc... selon l'importance des évènements et leur imbrication dans le temps. Pour celui-ci, il s'est déroulé du 28 mai au 04 juin, afin de mieux cerner les effets des manifestations des Black Lives Matter (BLM) sur le sujet.

<sup>21</sup> Combien êtes-vous fier d'être Américain – extrêmement fier, très fier, moyennement fier, peu fier ou pas fier du tout ? (15% "moderately proud", 12% "only a little proud," and 9% "not at all proud.")

Au plus fort des tensions bilatérales algéro-françaises suite aux nationalisations des hydrocarbures, la France avait commencé par mettre la carte migratoire de la main-d'œuvre en jeu, dans les négociations, et, pour la première fois, la fermeture des frontières est évoquée. Ou, du moins, la réduction des mouvements migratoires sud-nord. C'est ainsi, que les mesures restrictives ont commencé par la politique des quotas pour les pays maghrébins, y compris l'Algérie qui, pourtant, était liée à la France pas des accords spécifiques comme celui de 1968, qui réserve des avantages particuliers aux migrants algériens dans le sillage des accords d'Evian et d'autres intervenus après. Malgré le quota d'environ 25000 cartes de travail en France, réservé aux Algériens, ces derniers n'affluaient pas vraiment. A peine les 2/3 des cartes, et parfois beaucoup moins, étaient prises réellement. C'était le temps où émigrer vers l'Europe, et spécialement vers la France était «honteux». Tellement la fierté nationale était forte. A comparer avec le phénomène des *Harraga* d'aujourd'hui, on mesure parfaitement le degré de dégradation de cette fierté nationale qui a valu aux Algériens durant les premières décennies de l'indépendance, la réputation de «chauvins» au «Nif» démesurément long. Quoique le sentiment d'attachement aux couleurs nationales persiste fortement à l'occasion de victoires en sport, par exemple, le phénomène des *Harraga* le déborde et l'efface presque, le reste du temps. Et là est le problème.

Proposition :

Instituer une entité de sondage similaire à la *national pride survey* pour la mesure régulière du sentiment de fierté nationale comme indicateur de l'impact des événements importants sur la vie de la société et sa capacité de résilience.

L'importance de la question de l'émigration apparaît également dans la relation qu'entretient la communauté à l'étranger avec le pays. Au plus fort de la crise du Covid-19, que d'émotions en Algérie et ailleurs dans le monde où la communauté algérienne est plus ou moins importante. Les ponts aériens avec le pays, pour rapatrier les expatriés en difficultés a été un moment très fort de regain de fierté nationale. C'est aujourd'hui une base de lancement solide pour des programmes d'inclusion de la participation algérienne à l'étranger à l'effort de rénovation et de développement national.

Culture : proposition à court et long termes :

Une politique de promotion du *Roman national* dans toutes ses dimensions historiques et culturelles, pour un idéal national, comme défini dans la Constitution. L'université, dans cette stratégie occupe la place centrale et le rôle principal d'animation, de prospective et de recherche culturelle et scientifique fondamentale.

Le besoin de retour aux valeurs nationales qui font la «fierté nationale» comme valeur de cohésion sociale et de projeter ensemble se ressent, aujourd'hui, à travers le monde entier. Déjà, avant la pandémie, beaucoup d'évènements nationaux et internationaux l'ont démontré. La crise du Covid-19 n'a fait que renforcer cette réalité. Des exemples caractéristiques les plus manifestes, on peut citer le *Brexit*, les résultats des dernières élections présidentielles américaines sur le mot d'ordre « *America First* », et tous les bons scores de ce qu'on appelle en Occident les *Souverainistes*.

Chez nous également, les dernières élections présidentielles ont été remportées par la campagne de l'esprit de Novembre, ce grand moment historique glorieux qui se transmet de génération en génération sans ternir.

La fierté nationale au sens positif du terme, c'est aussi le «Compter sur soi» qui, durant le début du choc pandémique a révélé la fragilité des regroupements internationaux qui se sont, peu ou prou, éloignés de cette réalité sociologique que se partagent toutes les nations.

### **II.3. Le caractère social de l'Etat, seule garantie de la Cohésion sociale**

La politique d'«ouverture» entamée par la Constitution de 1989 n'a pas seulement mis un terme aux grandes ambitions économiques, industrielles et technologiques de la société algérienne, en la réduisant à un simple mais grand marché de consommation de produits d'importations, en commençant par les fameux Programmes Anti-Pénuries (P.A.P.). Les pays des multinationales, très intéressés, ont bruyamment applaudi, par tous les moyens politiques, diplomatiques et mainstream-médiatiques. L'exemple qui reste gravé dans les mémoires est celui du film de propagande promu quasi-mondialement sous le titre pompeux de «Le défi Algérien» présenté par Peter Ustinov, un célèbre écrivain et comédien britannique, diffusé un 05 juillet, le *Independence Day* algérien, de l'année 1988. L'ironie dramatique de l'Histoire a voulu que sa projection qui était destinée à impacter favorablement l'esprit des Algériens vis-à-vis du pouvoir en place, est suivie, quelques semaines plus tard, par la première révolte d'envergure depuis l'indépendance. Et c'est la jeunesse à qui le film était destiné en priorité, qui aura mené cette révolte que les anciennes générations n'ont pas comprise au début mais qu'elles ont fini par soutenir moralement par l'expression d'une sympathie populaire extraordinaire. Une révolte dont ni les Algériens eux-mêmes, ni les étrangers qui les ont aidés à monter le film, ne pouvait imaginer l'ampleur et l'adhésion générale de la société qu'elle entrainera. Qualifié pompeusement de grande production, le film s'est avéré, en fait, une grosse opération budgétivore, à perte, sans aucune perspective ni espoir de retour d'investissement, et d'un effet désastreux sur le moral des Algériens confrontés aux dures réalités de la dégradation continue de leurs conditions socioéconomiques et culturelles quotidiennes.

Passés d'un état d'esprit forgé par la liesse populaire, l'allégresse de l'indépendance le 05 juillet 1962 à un abattement général, douloureux et résigné, les Algériens ne pouvaient supporter davantage d'humiliation et de mépris. La projection du film a été ressentie comme une insulte à la sensibilité nationale, et comme toujours dans ces moments de l'histoire, ce sont les jeunes générations qui, les premières, osent exprimer la rage du rejet de la morgue<sup>22</sup> et défier le sort injuste qui leur est infligé. L'après-octobre 88, au lieu d'ouvrir la voie à cette jeunesse pour un développement politique, socioéconomique et culturelle dont elle rêvait l'enfoncera, un peu plus, dans une fuite en avant *Ultra-libéraliste*, édictée par les créanciers dans le cadre des multiples Programmes d'Ajustement Structurels (P.A.S.). Des créanciers qui sont largement bénéficiaires des intérêts de la dette, plus facile à réaliser que les lourds investissements que

---

<sup>22</sup> Dans la langue vernaculaire algérienne, il existe un terme qui exprime le sentiment de morgue qui lui est spécifique ; *El-Hogra* (الحقرة) avec un G (guttural) et non un K ou Q comme en Arabe classique. Le terme n'existe dans aucune langue nationale algérienne et n'a aucun lien avec les langues étrangères, même pas française.



l'Algérie consacrait à son industrialisation et son développement économique en général. Seulement, cette voie est à l'antipode de l'idéal national d'un Etat et une société développés, modernes et florissants comme pouvaient en rêver légitimement les générations successives depuis l'éveil du sentiment national des premiers indépendantistes algériens des années 20.

A contre-courant de l'Histoire, la nouvelle orientation politique de l'Algérie, à partir des années 80, a failli la faire revenir à l'époque obscure des *Assabiyas* (قديمًا) كانت العصبية الدينية و العصبية القبلية و اليوم تكاد تتشكل بعض الإرهاصات لنوع حديث من العصبية الجهورية تصدر عن متدخلين في الشبكات الاجماعية) que fustigeait Ibn Khaldoun dès le 14<sup>ème</sup> siècle, en l'identifiant comme principale cause de la décrépitude de l'Etat (الملك).

Grâce au *Hirak* national massif qui a entraîné toutes les catégories et couches sociales, l'Algérie a, de nouveau, innové par une révolution civilisée et pacifique forçant le respect et l'admiration du monde entier. Une révolution qui a transformé la médiocratie, la résignation et le fatalisme imposés par des décennies d'amateurisme politique aventureux, en soulèvement populaire hautement productif. Une sorte de 1<sup>er</sup> novembre blanc, attendu et réclamé depuis longtemps par quelques hommes politiques algériens « osés », et qui l'ont payé par leur carrière politique détruite, si ce n'était pas plus grave.

D'une longue crise quadragénaire, entamée les années 80, ponctuée de forts rebondissements réguliers de décennie en décennie, jusqu'au soulèvement du 22 février, est sortie une Algérie nouvelle, en chantier. A ce titre, l'université est l'institution la plus interpellée et sollicitée pour l'éclairage du débat citoyen, aux côtés des «campagnes partisans» légitimes menées par des partis insuffisamment ancrés dans le substrat sociologique algérien qui reste encore en phase d'apprentissage La reconnaissance et l'autorité morales de l'université, synonyme de sagesse et de savoir, est, on ne peut plus, sollicitée aujourd'hui.

Le *Hirak* a forcément imposé le retour aux sources politiques du projet National d'une société moderne en développement qui a eu plus d'un demi-siècle pour germer dans l'adversité des contradictions internes et externes. Il est, essentiellement, le fait des jeunes générations qui, ainsi, rassurent celles de l'indépendance sur l'authenticité civilisationnelle structurée dans la mentalité algérienne résumée par cet adage qui dit : الرجوع للأصل فضيلة (en français : le retour à l'authenticité est une vertu).

Proposition de contribution aux débats nationaux :

A la faveur de la révision constitutionnelle en cours, la recherche universitaire, en sciences sociales et humaines particulièrement, doit être mise à profit pour alimenter les débats par l'organisation de Conférences spécialisées au sein des enceintes universités et centres de recherches (et d'animation comme le Cridssh aujourd'hui à l'arrêt) ainsi que dans les différents média publics et privés. Cette contribution de haut niveau est nécessaire pour mieux éclairer le citoyen qui est souvent à la recherche d'éclairage académique face à l'atmosphère parfois tendue et polémique des luttes partisans légitimes mais forcément non objectives.

## II.4. La Culture Universitaire

- A l'heure actuelle, on ne peut pas parler de vie culturelle universitaire ni sur les campus ni dans les cités de résidence estudiantine, et encore moins par rapport aux manifestations scientifiques, restreintes ou ouvertes, qui animaient même sporadiquement quelques villes universitaires. Les enseignements sur les campus se limitaient à leur strict minimum et l'engagement/participation estudiantine prônée par le système LMD était quasi-nulle.
- Depuis le Hirak, par contre, qui a fortement interpellé et sollicité la communauté universitaire pour les manifestations et la prise de parole surtout, on perçoit un léger changement d'attitude des étudiants par rapport à la chose politique. Avant, il était presque impropre d'en parler, tant la mentalité estudiantine semblait plongée dans des considérations qui sont très loin de ce que les anciennes générations entendent par la culture et/ou l'engagement politique d'un étudiant. Aujourd'hui, juste avant le choc pandémie et le confinement qui s'en est suivi, l'observateur attentif pourrait percevoir une certaine alerte qui s'est déclenchée et qui devrait déboucher, à terme sur une ébullition politico-culturelle estudiantine si l'évolution de l'environnement universitaire l'y encourage. Les questions sur l'actualité, politique principalement, qui étaient totalement absentes avant le 22 février, commençaient à fuser de la part d'Etudiants, avides de faire le lien entre ce qu'ils vivaient dans les manifestations et le feed-back dans l'enceinte de leur université particulièrement, en provoquant les enseignants qui, s'y prêtaient au jeu et qui pouvaient les inspirer. Les opinions tranchées des premiers jours, sur les événements, commençaient à faire place, peu à peu, à des propos plus ou moins équilibrés, prudents et interrogatifs. C'était le début d'un réveil qui se poursuivra certainement après la reprise des activités universitaires après le dé-confinement. Et ce ne seront pas les thèmes à débattre qui manqueront.

### Proposition :

C'est l'occasion pour l'université algérienne de marquer son changement véritable, de sortir de sa stagnation passée pour s'ouvrir à une vie universitaire digne de ce qualificatif, en se donnant la politique et les moyens de son émancipation scientifique et culturelle, à commencer par l'instauration d'un débat universitaire contradictoire sur le Hirak, le bilan de l'indépendance, le bilan de l'université algérienne elle-même depuis sa création, le mouvement estudiantin depuis sa naissance, etc...Car, sans débat contradictoire, il ne saurait y avoir de recherche scientifique en sciences sociales et humaines.

## II.5. La Question De La Langue

Le débat sur le sujet est plus ancien que les événements des années 80 qui ont été, en fait, l'étape incontournable d'approfondissement de la décolonisation. Après la libération du territoire national, était venu le temps de décoloniser l'esprit algérien et son vecteur d'expression, communication et transmission civilisationnelle, aux générations algériennes à venir, et au monde. La question de la langue nationale, a été posée en pleine action du mouvement indépendantiste de libération à la fin des années 40 – début 50. «Mise en sourdine», le temps de faire aboutir la guerre d'indépendance lancée le 1<sup>er</sup> novembre 1954, elle est

réapparue à la faveur des débats dans les sphères politiques du parti unique, au début des années 80 et relancé de plus belle après la promulgation de la loi sur la Généralisation de l'Utilisation de la (seule) Langue Nationale (l'Arabe) (G.U.L.N.) au début des années 90. Aujourd'hui, après la constitutionnalisation de Tamazight, l'Algérie dispose officiellement de deux langues nationales et officielles ; l'Arabe et le Tamzight. Deux langues complémentaires dans la quête identitaire historique légitime de la société algérienne pour le recouvrement/épanouissement de la personnalité historique entière et consciente. Les deux langues nationales et officielles doivent être développées pour être à la fois un vecteur de culture, de sciences et technologies, ainsi que d'ancrage dans l'histoire scientifique la plus éloignée dans le passé national, sans tomber dans l'extrême culturaliste d'opposition entre langues. Les deux langues nationales ne peuvent être que complémentaires, jamais opposées, sinon il y a longtemps qu'elles auraient gêné la formation de la Nation algérienne. Ce piège permanent a failli conduire l'éducation nationale à préférer, à l'une et à l'autre, une langue vernaculaire appauvrie par plus d'un siècle d'illettrisme, sur au moins six générations d'«indigénat» pour arriver en 1962 à environ 93% d'analphabètes. De l'aveu même de feu l'ex-ministre français des Affaires étrangères dans une conférence à Djenane El Mithak en 1995<sup>23</sup>.

La question du statut politico-juridique de la (des) langue(s) étant tranchée par la Constitution, il reste à les faire évoluer pour atteindre la place qui devra être la leur dans la société comme dans les relations extérieures. La sociologie et l'histoire en particulier, sont interpellées, pour éclairer le débat sur la meilleure façon d'y parvenir dans les meilleures conditions didactiques, pédagogiques et communicationnelles. La bonne communication, à l'intérieur de la société, dans les écoles, université, média,...comme à l'extérieur dans les relations internationales, repose sur la langue nationale comme facteur structurant primordial de la personnalité du citoyen, d'une part, et la maîtrise de plusieurs langues étrangères qui s'imposent par leur importance dans le monde actuel ou pour une meilleure connaissance du passé, auquel elles ont été mêlées à un moment ou un autre de l'histoire. Ce sont deux conditions sine quo none pour le développement de la nation et son épanouissement dans la place qu'elle mérite dans le monde moderne.

Vecteur rétrospectif de la profondeur historique d'une nation, la langue nationale est aussi le véhicule privilégié de sa civilisation, de son humanité et de ses particularismes anthropologiques marqueurs. Elle est la quote-part culturelle contributive à l'histoire de la civilisation universelle.

Une langue nationale ne peut trouver sa place et se développer sans rapport avec les autres langues humaines vivantes et enrichissantes du patrimoine culturel universel. Et là, il est essentiel de distinguer entre langue savante et langue vernaculaire. La première est interactive avec les autres langues qui jouissent du même statut qu'elle, dans le monde, la seconde est trop localisée et ne permet pas d'échanges avec les autres.

---

<sup>23</sup> La presse nationale avait rapporté quelques uns de ses propos dont, précisément, lorsqu'il dira : « La France devrait avoir honte d'avoir légué à l'Algérie, 93% d'analphabètes ». Les chiffres provenant, bien sûr, d'experts français qui connaissaient mieux quiconque la réalité de l'époque.

## II.6. Langue Savante Et Langue Vernaculaire

Au plan économique, le retour du patriotisme, voire du nationalisme parfois, est à l'œuvre, un peu partout dans le monde, ralentissant peu ou prou la phagocytose des sociétés humaines diverses et multiples par l'ultralibéralisme vorace de la loi du marché et de la raison implacable de la haute finance, devenue antiéconomique pour la plus grande humanité. Mais au plan culturel, tout pousse à croire que la tendance à la *mondialisation*, dans le sens de l'occidentalisation, continue sa pression *restructurante* du monde des valeurs au détriment de l'«exception culturelle»<sup>24</sup> tant revendiquée par les autres nations, au devant desquelles ; les puissances asiatiques et les non-alignés notamment.

La chute de l'ex-URSS, il y a deux décennies, avait permis l'émergence en force d'un monde unipolaire autour de l'Occident sous le leadership américain, qui signifiait l'arrêt, sinon le recul des mouvements d'émancipation des nations ex-colonisées principalement. Mais aujourd'hui, depuis la formation des *Brics*, le *Brexit*, et les dernières élections présidentielles américaines, le monde a entamé une autre dynamique allant dans le sens d'un nouvel ordre mondial après celui annoncé les années 90, multipolaire et répondant à une nouvelle logique recentrée sur le compter sur soi au détriment du multilatéralisme des mondialistes précédents. La pandémie du Covid-19 semble avoir donné un coup d'accélérateur à cette décantation en pleine lutte contre ce virus qui a, pourtant, réuni toute l'humanité contre lui.

Dans ce mouvement d'ensemble, l'Algérie, comme toutes les autres nations, se ressaisit pour se raccrocher à ses marques culturelles et civilisationnelles pérennes.

Proposition concernant les deux langues nationales:

Lever l'ambiguïté entre langue savante et langue vernaculaire dans l'enseignement comme dans les médias, l'information et les communications nationales et internationales, et le relèvement du niveau culturel et scientifique du citoyen.

Activer et dynamiser les deux académies ; Arabe et Tamazight pour le développement et la diffusion linguistique scientifique et culturelle universaliste par l'émancipation et l'épanouissement des langues elles-mêmes, à travers la production et la traduction. La situation de Tamazight est plus pressante car il s'agit de trancher la question de l'alphabet à adopter.

---

<sup>24</sup> Cette expression a été introduite surtout par les pays en développement, soutenus plus ou moins par de grandes puissances y compris occidentales comme la France, en pleine montée en puissance du monopole de leadership mondiale américain, après la chute du bloc soviétique.

## II.7. Les Langues Etrangères.

*Johann Wolfgang von Goethe* (1749 – 1832) a légué à l'humanité un aphorisme de ses plus belles pensées de polyglotte en écrivant : «*Wer fremde Sprachen nicht kennt weiß nichts von seiner eigenen*»<sup>25</sup>. Ce grand homme de Lettres, éminent Philosophe allemand, polyglotte, épris de l'Islam et des langues Farsi et Arabe<sup>26</sup> écrivait à propos de cette dernière : «*In keiner Sprache ist vielleicht Geist, Wort und Schrift so uranfänglich zusammengekörpert*»<sup>27</sup>.

La langue française, comme langue étrangère, est une fenêtre ouverte sur le monde francophone qui est utile dans beaucoup de domaines d'échange et de coopération. Cependant, le développement vertigineux des sciences et technologies en cours, principalement dans la langue anglo-saxonne, impose à l'Algérie d'ajouter la langue anglaise dans tous ses programmes d'éducation nationale, de formation, et des divers circuits d'échanges internationaux. La langue anglaise est devenue la 1<sup>ère</sup> langue internationale par excellence, devant cette réalité, l'Etat français l'a bien comprise. Au détriment même de sa propre langue officielle, de nombreuses initiatives qui développent son usage, y compris sur le territoire français dans des activités nationales françaises, comme certaines formations supérieures par exemple, se multiplient. L'édition des principales revues scientifiques se font dans les deux langues ; anglais et français, si ce n'est pas seulement en anglais et, pour s'assurer la plus large diffusion, ce que ne peut pas garantir la langue française. Ce qui n'a pas manqué de faire réagir, à plusieurs reprises, des députés d'opposition légitimement jaloux pour leur langue nationale, à l'Assemblée parlementaire du pays.

D'autres langues étrangères devraient être introduites dans l'éducation en général et l'enseignement supérieur en particulier, en raison du besoin croissant de la société algérienne indépendante, qui est en train de diversifier ses partenaires économiques, commerciaux, financiers, universitaires et technologiques. Dans l'effort de « réécriture de l'Histoire » nationale, le pays a besoin d'autant de langues nationales que de besoins de « relire », de « redécouvrir » et surtout d'enrichir le véritable « *Roman National* » qui devra être édité un jour par les générations actuelles ou à venir. Au stade actuel des recherches et des débats de fond débutants, on peut citer l'apport futur certain des langues étrangères comme ; le Français, le Turc, l'Italien, l'Espagnol, le Russe, le Chinois au développement de la connaissance historique et/ou de l'économie et des relations internationales. D'autres langues pourraient s'avérer nécessaires au gré de ce développement perspectif d'une Algérie, revenue aujourd'hui à sa position ambitieuse de départ, développementaliste réécrivant son histoire pour mieux se projeter dans son avenir.

---

<sup>25</sup> En français: «*Qui ne connaît pas de langues étrangères ne sait rien sur sa propre langue*»

<sup>26</sup> Aux dernières découvertes, il s'avère que les deux langues ont la même origine ; l'Araméen.

<sup>27</sup> En français : «*Dans aucune (autre) langue ; l'esprit, le verbe et la lettre ne sont si fusionnels dès l'origine*».

### III. ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE EN SOCIOLOGIE

L'Algérie a été le premier pays du monde arabe à organiser un congrès international de sociologie en 1974, soit quelques années seulement après les indépendances. Cette initiative faisait de l'Algérie un pays pionnier des sciences sociales dans les ex-colonies ou de manière plus générale, de ce qui était appelé : le « Tiers-monde »<sup>28</sup>. L'orientation donnée à ce Congrès était, évidemment, dans l'air du temps; un esprit de libération des peuples et de leur développement socioéconomique pour le progrès de l'humanité. Tout cela apparaît loin, aujourd'hui que le maître mot omnipotent est devenu celui de l'« économie de marché », érigée en vérité absolue qui devrait conclure l'histoire humaine selon les disciples de Fukuyama.

A sa naissance donc, la sociologie était indissociable de la mission qui lui était dévolue, à savoir d'éclairer la voie de développement et de progrès sociaux, économiques et culturels, à des peuples, longtemps opprimés, qui renouent avec l'Histoire de nouveau. L'illustration la plus fidèle était la création d'une filière de la sociologie industrielle au moment le plus fort de l'option politique pour les « *industries industrialisantes* » du modèle De Bernis les années 70.

Les programmes d'enseignement universitaire étaient revus et reformulés selon cette philosophie développementaliste. Mais étant donné la situation de dominé de l'*intelligentsia* nationale et/ou européenne qui adhère à cette philosophie, cette orientation a tenu juste le temps qu'a tenu le pouvoir de ceux qui en ont été les initiateurs, c'est-à-dire, ceux qu'on appelait les progressistes. Dès les début des années 80, à la faveur d'un changement fondamental de politique nationale, l'enseignement de la sociologie à l'université commençait à perdre de son aura « révolutionnaire » au profit d'une vision beaucoup plus « terre à terre » selon la formule consacrée, plus « collée » aux réalités et besoins de la société en matière de « spécialistes » pour des bureaux et centres d'études, des structures d'Etat, d'administrations et de sociétés nationales dans le domaine économique à côté d'économistes, juristes et psychologues notamment, ou tout autres besoins d'aménagements urbains et ruraux et de « lutte contre les maux sociaux ».

Il y avait certes un progrès dans cette démarche qui tendait à capitaliser l'expérience de plus d'une décennie d'enseignement et de pratique de la sociologie pour en faire une sociologie « du développement » à la base.<sup>29</sup> Mais, la rupture entre Théorie et pratique, qui va s'opérer par la suite, mènera la sociologie à une impasse empiriste l'enfermant à tout ce qui est théorique, dont elle n'est pas sortie jusqu'à aujourd'hui. Or, le principe épistémologique universellement admis veut que : "*Vision without action is daydream. Action without vision is nightmare*" (en français : « la théorie sans pratique est une illusion. La pratique sans la théorie est un cauchemar »).

Plusieurs réformes ont été menées successivement avec la participation, plus ou moins effective de la communauté universitaire « en formation » mais elles sont toujours restées limitées à des réformes de techniques pédagogiques et

---

<sup>28</sup> Une notion lancée par Alfred Sauvy (1898 – 1990), démographe français, les années 50 pour désigner, en pratique, les pays africains, asiatiques, et américains en développement (notamment l'Amérique du sud) et océaniens ; l'Afrique, l'Asie et l'Amérique du sud.

<sup>29</sup> Les premières promotions de Magisters et Doctorats en sociologie du développement sont sortie au début-milieu des années 80.

didactiques sans avancées réelles dans le fond théorique/épistémologique. Simultanément, l'Anthropologie, commençait à émerger comme discipline en science sociale. L'appellation est irrésistible mais les étudiants comme les jeunes enseignants attendent à voir. Telle que présentée et « enseignée » en Algérie, elle reste jusqu'à aujourd'hui otage de sa définition insuffisante et les débats qui sont menés sous son intitulé, finissent inmanquablement par aboutir à une approximation insatisfaisante qui la confond inmanquablement avec la sociologie. Ce qui est rassurant, c'est que le problème n'est pas spécifiquement algérien, comme le montre si bien David BERLINER: « *Il est une question que mes étudiants ne cessent de me poser sur la distinction disciplinaire entre « sociologie » et « anthropologie » (angoisse qui vient s'ajouter au flou définitionnel qui existe entre « anthropologie », « ethnographie » et « ethnologie »). Face à ces questionnements incessants, dans le milieu universitaire mais également dans la société en général, je me suis toujours senti bien en peine de justifier l'existence d'une telle séparation, surtout en Belgique et en France* »<sup>30</sup>. Et a propos d'angoisse, elle n'est pas spécifiquement francophone. « "'Anthropology' is less a subject matter than a bond between subject matters. It is part history, part literature; in part natural science, part social science; it strives to study men both from within and without; it represents both a manner of looking at man and a vision of man—the most scientific of the humanities, the most humanist of sciences."<sup>31</sup> (En français : « L'« anthropologie » est moins un sujet qu'un lien entre des sujets. C'est une partie de l'histoire, une partie de la littérature; en partie sciences naturelles, en partie sciences sociales; elle s'efforce d'étudier les hommes de l'intérieur et de l'extérieur; elle représente à la fois une manière de regarder l'homme et une vision de l'homme - la plus scientifique des sciences humaines, la plus humaniste des sciences ». La description est toujours élogieuse mais la démonstration de scientificité imparfaite.

Une telle définition, comme on le voit bien, non seulement, ne répond pas aux attentes *policy-makers* algériens qui se préoccupent d'une formation estudiantine en vue d'une participation des sciences sociales au développement du pays, mais elle est aussi difficile à assumer et assurer par l'enseignant dans son enseignement et à assimiler par l'étudiant pour son futur emploi dans la société, dans l'état actuel de sa définition et de sa méthodologie particulière.

Devant cette situation, une expérience est tentée entre l'université d'Oran et le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) de la même ville. Alors que le centre de recherche lançait la formation en doctorat, le département de sociologie à l'université faisait autant pour la graduation. Mais si le centre de recherche était confronté au problème juridique des prérogatives pour la formation qu'il n'avait pas, le Département de sociologie de l'université n'arrivait pas à avoir l'accord de la tutelle pour l'ouverture d'une licence en anthropologie. Malgré cela, le doctorat est quand même lancé et la licence aussi. Et quelques années plus tard, les deux cursus connaîtront les problèmes inévitables de validation. Ces dernières se feront malgré et contre tout. Par exemple, les étudiants engagés en licence d'anthropologie se verront reversés en

---

<sup>30</sup> David BERLINER, ULB-LAMC, URL : <https://blogterrain.hypotheses.org/9453>

<sup>31</sup> Eric Robert Wolf, anthropologue américain d'origine autrichienne (1923-1999), professeur à l'université de Michigan, il a occupé, depuis 1971, deux postes ; celui de « Distinguished Professor » à Lehman College et un autre au CUNY Graduate Center, où il a terminé sa carrière. Il a beaucoup travaillé en Amérique du sud, et a même fait du terrain en Europe.  
URL : <https://www.thoughtco.com/anthropology-defined-169493>

sociologie pour avoir leur diplôme pour lequel ils n'ont pas été « formés », en principe.

Le problème le plus sérieux de ce tiraillement entre la sociologie et l'anthropologie à l'université algérienne est la place de l'histoire dans les sciences sociales et humaines. Dès l'ouverture des facultés de sciences sociales en Algérie indépendante, la Pensée Khaldounienne a été réhabilitée, sa « traduction décolonisée », et mise à l'honneur en reprenant la place qui lui sied dans la philosophie, mère de toutes les sciences, grâce à des précurseurs comme Abdelkader Djeghloul<sup>32</sup>.

L'anthropologie, quant à elle, a été introduite beaucoup plus tard, dans une autre démarche qui va dans le sens d'un « repositionnement » par rapport à la sociologie d'une part et de l'ethnologie et l'ethnographie, tel que décrit par David BERLINER, d'autre part. Cette posture coïncide aussi avec un autre repositionnement plus globale de la politique algérienne par rapport au projet national défini dans la Constitution de 1976, surnommée la Constitution-programme. Il sera officialisé par la révision constitutionnelle de 1989 appelée officieusement la Constitution d'« ouverture », implicitement par rapport au « *verrouillage* » programmatique de la Constitution précédente.

A l'université, la sociologie telle qu'enseignée jusqu'au début des années 80, devait céder progressivement le terrain à l'anthropologie qui dispose désormais d'un Centre National de Recherches en Anthropologie Sociale et Culturelle (CRASC). Mais ce fleuron de l'Université d'Oran, sorti de sa Faculté des Sciences sociales, s'est développé selon la vision d'une seule « école », si tant est qu'il en existe, qui a quelque peu marginalisé certains acquis scientifiques en sciences sociales, comme l'« école » Khaldounienne embryonnaire. Le débat contradictoire qui doit être à la base du développement des sciences sociales a fait défaut. Et puisque ce principe fondamental qui veut que « *c'est de la discussion*<sup>33</sup> que jaillit la lumière » n'a pas été respecté, le biais épistémologique et méthodologique est resté entier.

La remise à l'honneur d'Ibn Khaldoun n'est pas une question de *chauvinisme nationaliste (maghrébiniste)* après les indépendances, comme le présentent certains, qui vont parfois jusqu'à appeler à « le casser ».<sup>34</sup>

En partant de l'analyse sociohistorique khaldounienne, Fernand Braudel l'affine davantage, grâce au développement des sciences sociales en général, en la répartissant en trois temps ; i) l'histoire événementielle (ou le court terme) qu'il qualifie d'« agitation de surface », ii) le moyen terme ou « l'histoire en mouvements profonds et incessants » et, enfin iii) « l'histoire lente, presque inerte » qui suit le temps long. C'est de cet esprit que l'auteur de ces lignes s'est inspiré pour rédiger les propositions aide-à-la-décision qui ont été avancées dans ce texte.

---

<sup>32</sup> Voir notamment « A. DJEGHLOUL et IBN KHALDOUN selon M.Kouidri », URL : [https://www.researchgate.net/publication/331633802\\_A\\_DJEGHLOUL\\_et\\_IBN\\_KHALDOUN\\_selon\\_MKouidri](https://www.researchgate.net/publication/331633802_A_DJEGHLOUL_et_IBN_KHALDOUN_selon_MKouidri)

<sup>33</sup> Définition de discussion dans le dictionnaire Hachette (qui n'est différente d'aucune autre dans les autres dictionnaires) : Action de discuter, d'examiner contradictoirement quelque chose. Discussion d'une équation en mathématiques. Etude de la nature des solutions suivant les différents cas qui peuvent se présenter. Fait de contester, d'élever des objections. Conversation, débat, échange de vues. Dispute, altercation.

<sup>34</sup> La « sentence » étrange émane d'un chercheur, et de surcroît historien, du haut de sa tribune à l'occasion de l'anniversaire d'un grand centre national de recherche. L'assistance formée de chercheurs et d'invités n'avait pas réagi lors du court débat qui a suivi.



Arnold Toynbee (1889 - 1975), en parlant du chef d'œuvre de "l'Art de l'histoire"<sup>35</sup> qu'est la *Muqaddima* et sa place épistémologique fondamentale pour l'enseignement et la pratique des sciences sociales, avait écrit que son auteur ; Ibn Khaldoun (1332-1406) « ... has conceived and formulated a philosophy of history which is undoubtedly the greatest work of its kind that has ever yet been created by any mind in any time or place »<sup>36</sup>.

Mais en Algérie, là où il a fini de rédiger ses *Prolégomènes*, et à cause de la prédominance de la polémique sur la recherche scientifique en sciences sociales, on en est encore à polémiquer sur le bien-fondé ou non de l'enseignement de la pensée d'Ibn Khaldoun. Après les progrès des deux premières décennies de l'indépendance, le recul est, pour le moins, inattendu.

Proposition :

Ouverture d'une Chaire Ibn Khaldoun pour les sciences sociales en Algérie.<sup>37</sup>

Au lieu de faire avancer, en le clarifiant, le débat sur les fondements épistémologiques de l'anthropologie, la polémique les a, au contraire, brouillés dans l'esprit de beaucoup d'étudiants et de *Social-scientists* algériens ces trois dernières décennies. Comme si l'Anthropologie est venue en fait, remplacer, en la surpassant, la Philosophie mère de toutes les sciences, sans obligation argumentaire scientifique préalable, ni démonstration méthodologique nécessaire. A la dernière réunion régulière du conseil scientifique de la Faculté des sciences sociales (de Université d'Oran2 Mohammed Benahmed), la Faculté directement concernée, dont l'auteur de ces lignes est membre en tant que représentant des Professeurs, une décision a été prise de prévoir l'organisation d'une Conférence sur la question. La pandémie du Covid-19 n'a pas permis un suivi conséquent de cette décision qui pourrait faire avancer les idées sur la question, pour l'intérêt bien compris de la recherche et des chercheurs en sciences sociales.

Proposition :

Organiser dans l'une des universités du pays, une Conférence sur l'expérience de l'enseignement des sciences sociales depuis le Congrès international de sociologie, tenu à Alger en 1974. Une Conférence qui serait, si possible, maghrébine et qui pourrait remettre Ibn Khaldoun et son apport réel à la Sociologie et à l'Histoire en particulier, en débat.

<sup>35</sup> فن التاريخ بمعنى قمة علم الاجتماع البشري عند ابن خلدون. Dans la langue d'Ibn Khaldoun (de son époque) l'Art de l'Histoire signifiait le summum de la Science de la Société humaine.

<sup>36</sup> En français : « Il a conçu et formulé une philosophie de l'histoire qui est sans aucun doute la plus grande œuvre du genre jamais créée par un esprit en tout temps et en tout lieu ». Arnold Joseph Toynbee, Historien britannique, auteur de : « *A Study of History* » (*Étude de l'histoire*) éditée en douze volumes entre 1934 et 1961. une synthèse de l'histoire mondiale, dite aussi une *Métahistoire*, fondée sur le rythme cyclique universel de la croissance, l'épanouissement et le déclin de la civilisation humaine, sur les pas méthodologiques d'Ibn Khaldoun.

<sup>37</sup> L'idée est parvenue à l'esprit de l'auteur de ce texte en souvenir du contact qu'il a eu de la part d'*Ibn Khaldun Chair of Islamic studies of Georgetown American University*, pour y concourir, pour un poste vacant d'enseignant, parmi une multitude d'autres concurrents à travers le monde (musulman en particulier). A l'époque, la Chaire était tenue par un Professeur musulman chinois et le gagnant du poste un pakistanais musulman.

En fait, en sous-bassement de ces tiraillements intellectuels, se profile l'antagonisme de deux projets de société, l'un construit après lecture khaldounienne de l'histoire du pays et orienté vers un idéal développementaliste national et un autre, à contre-pied du premier, devant être construit après relecture historico-anthropologique dans un esprit libéral. Le premier, socialiste, a prévalu durant les deux décennies qui ont suivi l'accès du pays à son indépendance, le second, ouvert à l'économie du marché, est venu le remplacer avec la révision constitutionnelle de 1989. C'est toujours la question du choix de projet de société qui reste entièrement posée.

Les économistes le diront mieux que l'auteur de ces lignes, les Russes et les Chinois ont réussi avec brio leur transition du socialisme à une «économie socialiste de marché»<sup>38</sup> en capitalisant l'expérience passée tout en s'ouvrant sur l'avenir et ses incertitudes. La sociologie de ces deux sociétés, si importantes dans l'évolution du monde actuel, telle qu'on peut la lire, ou l'entendre, dans certains rapports scientifiques est une symbiose entre théories diverses, voire divergentes, et pratiques historiques différentes, sans qu'il y ait de rupture dans les paradigmes ou l'approche scientifique des sociétés globales. A la différence de l'Algérie où le changement de projet de société au niveau économique a conduit à une rupture inintelligible de paradigmes et de posture sociologique entre la sociologie du départ et l'anthropologie «du changement».

Proposition :

Les cursus et programmes de formation supérieure en sciences sociales doivent intégrer le principe de la discussion et du débat contradictoire dans l'enseignement théorique, et à toutes les étapes d'évaluation et de restitution de la recherche sur le terrain. Les centres de recherche, en particulier, devront en tenir compte dans le recrutement des chercheurs, la formation des équipes et la formulation des plans nationaux de recherche.

En plus d'être éparpillés entre, une anthropologie qui s'apparente, par certains aspects et thèmes abordés, à la recherche ethnographique, l'histoire du temps long, les cultures locales, les arts locaux, souvent assimilés au simple folklore, dans une acception confuse entre diversité esthétique et *eugénisme*, et les questions linguistiques et *culturalistes* d'actualité, les programmes de Sociologie se sont appauvris en enseignement d'économie politique, jadis si omniprésent, auquel ils ne réservent plus qu'une simple introduction dans l'introduction à la sociologie. Par influence «anthropologiste», même la sociologie a perdu de sa démarche globalisante, mettant en perspective la société dans son ensemble unie dans sa diversité, au profit d'un empirisme territorialisé sous des termes comme local, populaire, terroir,... La primauté est donnée au local sur le global et du particulier sur le sociétal<sup>39</sup> dans l'approche anthropologique et/ou sociologique.

---

<sup>38</sup> C'est l'expression chinoise pour désigner le «New Deal» chinois après l'essoufflement de l'expérience socialiste pure et dure.

<sup>39</sup> Djilali Liabès, avant sa mort, mettait en garde, dès le début des années 90, contre cette tendance qui «pourrait ramener, disait-il, l'Université algérienne à un niveau infranational, où la recherche scientifique serait gérée par des considérations tribales ». Il était déjà passé ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

**Proposition :**

L'enseignement de la sociologie gagnerait à être revu dans le fond (les théories, les programmes, les articulations avec les autres sciences sociales, le lien avec la société et ses attentes, etc...). Il devra être repensé à la lumière de l'expérience universitaire algérienne depuis les années 1960-70 jusqu'à aujourd'hui, avec un focus particulier sur la dernière période d'introduction d'une anthropologie qui rappelle peu ou prou l'ethnologie d'antan. Le bond sociologique qualitatif de la société algérienne, du 22 février, interroge tous les concepts et théories utilisés auparavant et la période de confinement durant la crise du Covid-19, a du permettre aux Social-scientists algériens de méditer sur leur savoir et leur pratique, comme sur le concept/néologisme de *Glocalité*, par exemple.

### **III.1. Population Et Famille : Le Débat Permanent**

#### **III.1.1. La Question De Population**

Le choc pandémique Covid-19 a remis, brutalement la question de population dans l'esprit de tout le monde. Au-delà des théories du complot qui verraient dans les pandémies contemporaines une tentative de réduire la population mondiale, soit par l'homme soit par la volonté divine, il y a un débat en filigrane qui n'a pas arrêté depuis la prédiction «apocalyptique» du Club de Rome<sup>40</sup> dont les recommandations substantiellement synthétisées en cet énoncé emblématique du mouvement: « Si rien n'est fait pour stabiliser la population et la croissance industrielle, le système planétaire va s'effondrer ». Les contradicteurs de ce rapport le résumant à un simple appel pour une « Halte à la croissance ».

Hervé le Bras, un brillant démographe français, pour sa part, a publié un excellent livre en 1994, intitulé: « Les limites de la planète » qui démontre scientifiquement, grâce, notamment, aux progrès vertigineux de l'analyse exploratoire des données (AED), à base de mathématiques/statistiques (ACP, Analyse factorielle notamment), le computer et la cartographie pour une lecture visuelle graphique plus aisées des relations pouvant exister entre données diverses et sans à priori, l'inexactitude de cette thèse qui serait plutôt alarmiste et fataliste.

Mais ce mouvement qui d'un néo-malthusianisme et son interventionnisme restrictif de la natalité des pays en développement, car les plus prolifiques, avait fait beaucoup d'émules dans pratiquement tous les pays du monde, les années 80. Y compris parmi les pays qui, comme l'Algérie, la Chine et Cuba, par exemple, leaders du mouvement: «La meilleur pilule, c'est le développement». C'est en 1984 que l'Algérie, par la voix de sa délégation au sommet de Mexico sur la Population et le Développement, a annoncé l'adhésion du pays au club du *Family Planning*, boudé jusque-là. Il s'en est suivi, un programme national de maîtrise de

---

<sup>40</sup> Réunissant des scientifiques, des économistes, des fonctionnaires nationaux et internationaux, ainsi que des industriels de 52 pays, préoccupés des problèmes complexes auxquels doivent faire face toutes les sociétés, tant industrialisées que celles en développement, il est fondé en 1968. Il commande, en 1970, une étude à des chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT), qui sera publiée en 1972 sous le titre: « The Limits of Growth ». Appelée aussi, le « Rapport Meadows », et surnommée: « Halt To Growth ? ».

la croissance démographique (P.N.M.C.D.)<sup>41</sup> en 1983. La période des crises successives qui nous séparent de cette date a connu un relâchement, dans le discours comme dans la politique programmatique de cette nouvelle orientation. Mais juste avant le mouvement du 22 février, le gouvernement algérien annonçait que l'Algérie allait reprendre, en le renforçant, le programme de maîtrise de la croissance démographique face à la détérioration socioéconomique et financière continue du pays. Argument à l'appui, la rentrée scolaire de 2020-2021, allait atteindre, pour la première fois en Algérie, plus d'un million (1000000+) de scolarisés<sup>42</sup>. Il s'agit d'un retour à ce que les démographes appellent la théorie de la *Trappe malthusienne*<sup>43</sup>.

Pour les spécialistes de la question, à commencer par les démographes, ce retour annoncé à la politique démographique volontariste n'est pas vraiment compréhensible dans la mesure où une certaine évolution tendancielle à réfuter le bien-fondé d'une telle vision pour réduire les inadéquations entre démographie et développement a beaucoup fait progresser la recherche. La forte population additionnelle de la transition démographique dans ces pays ne doit plus être conçue uniquement du point de vue quantitatif. En approfondissant le raisonnement, on s'aperçoit, au contraire, que la part de la population active arrive à son maximum par rapport aux autres proportions de la population. Ce qui est considéré comme un «*Demographic Gift*».<sup>44</sup> Le vieillissement de la population qui entame sa lente, mais réelle, progression, partout dans le monde en développement, comme au Maghreb, aura grand besoin du *bonus démographique* pour l'allègement du rapport de dépendance qui, effectivement, pose un problème actuellement à ces pays. Depuis le début des années 2000, l'agence des nations unies pour le développement (U.N.P.D.) a adopté un nouveau concept de *dividende démographique*, qui est, on ne peut plus clair, (sur) la nouvelle vision qui tend à dominer le débat sur la question.

Définition du dividende démographique :

«On entend par dividende démographique (DD) l'accélération de la croissance économique d'un pays, résultant d'une baisse de la mortalité et de la fécondité, ainsi que du changement subséquent de la structure par âge de la population. Avec des naissances de moins en moins nombreuses chaque année et une population âgée qui reste faible, le pays compte un plus grand nombre de personnes en âge de travailler tandis que le nombre de personnes à charge diminue. Cette situation crée des opportunités de croissance économique en raison de la disponibilité de

<sup>41</sup> Le PNMCD, avait été lancé, pour la première fois, en 1983, juste avant la crise gravissime de 1986 qui s'annonçait. Elle avait fini par mettre le pays en cessation de paiement.

<sup>42</sup> Ils sont environ 885000 (en arrondissant à 3zéros après la virgule) en 2017-2018 et environ 935000 en 2018 – 2019

<sup>43</sup> Cette vision proprement malthusienne voit que pour les pays en difficulté de développement, l'«explosion de population» inhérente à la transition démographique est la cause principale qui fait que le pays ne peut pas se développer car il est obligé de réserver les gains économiques éventuels à un ajout de population toujours plus important. C'est un cercle vicieux, d'où le terme de piège.

<sup>44</sup> Dit; «Bonus Démographique», en français, ou *الهدية الديمغرافية، بالعربية* c'est la période durant laquelle la part de la population active arrive à son maximum par rapport aux autres proportions de la population et si l'effort de développement est soutenu, il sera favorisé par un rapport de dépendance de plus en plus faible.

ressources plus importantes à investir dans le développement économique et le bien-être des familles»<sup>45</sup>.

Même l'expression d'«explosion démographique», d'un «catastrophisme» digne de l'époque des années 50-60- début70, a progressivement cédé le pas à des concepts plus ouverts sur les réalités dynamiques des sociétés humaines et l'interaction entre démographie et économie<sup>46</sup>. Maria Eugenia Cosio-Zavala, dans une brillante étude en Amérique du sud, avait démontré que, dans les économies agraires, au contraire, la pression démographique, dans des conditions culturelles déterminées, peut être source d'innovation technique et de développement de la productivité agricole.

Les préoccupations liées à l'accroissement démographique rapide ne se justifient plus avec les dernières évolutions des différents indicateurs. Il est vrai que la natalité algérienne a repris son ascension aux alentours de 2003, après une longue et lente baisse continue à partir du milieu des années 80. «La part des célibataires parmi les personnes âgées de 15-50 ans a fortement augmenté entre 1986 et 2002, (dates de deux grandes enquêtes sur la fécondité en Algérie). En termes relatifs, la progression a été de 24 % pour le sexe masculin et 42,5 % pour le sexe féminin. »<sup>47</sup> Après ce recul de la nuptialité, et par conséquent la natalité avec, devait connaître un mouvement inverse. La progression du taux de natalité, sous l'effet du relèvement de celui de la nuptialité, a connu une augmentation non négligeable, passant de 19,36‰ en 2000 à 25,40‰ en 2017. Mais, à partir de 2019, il est revenu à sa baisse tendancielle d'avant. Ce mouvement d'ascension suivie de descente est résumé dans le tableau n°5, en annexe, qui indique que le taux brut de nuptialité est passé de 6,29% en 2001 à 9,58% en 2010, pour enchaîner sur une diminution qui l'amène à 7,26% en 2019. Et à cela, s'ajoute la divortialité qui n'a fait qu'augmenter depuis 2005, pour passer de 11,1% à pratiquement le double (20,94%) en 2019.

Les facteurs qui expliquent le mouvement de hausse, nuptiale et sa corollaire natale, inattendue selon le schéma universel de la transition démographique des sociétés humaines, tiennent à ce que les démographes appellent des phénomènes de nuptialité de natalité de *récupération*. Durant, la Tragédie nationale des années 90, les familles algériennes et leurs enfants qui arrivant à l'âge nuptial, n'étaient pas du tout pressés pour la formation d'unions, étant donné les inquiétudes liées à

---

<sup>45</sup> In, «*Programmation du dividende démographique: de la théorie à l'expérience*», UNFPA, Banque Mondiale (BIRD), URL : <https://wcaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/unfpa-dividende-fr-0.pdf>

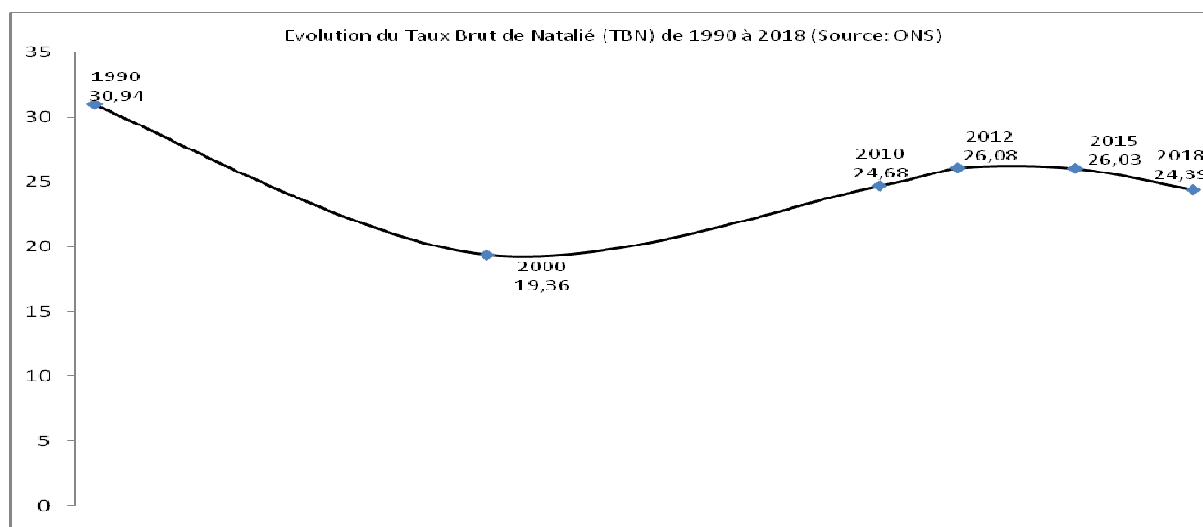
<sup>46</sup> Maria Eugenia Cosio-Zavala M.E., "Transition démographique et développement social dans les pays en développement", Nations Unies, New York, 1992.  
ou "The Demographic Transitions of the 20th Century in Developing Countries, some Theoretical Counter Examples"? in, Les Cahiers d'EMAM , n° 21 | 2012 ± Transition démographique et développement. Diversité des processus et études de cas Maghreb/Machrek, URL: <https://journals.openedition.org/emam/518>

<sup>47</sup> Mohamed BEDROUNI : «La nuptialité algérienne : variation dans le temps et l'espace», Université Saad Dahleb, Blida, Algérie. XXV Congrès International de la Population (Poster N°1405), url : <https://iussp2005.princeton.edu/papers/51709>

la situation d'habitat, d'emploi, de sécurité et de scolarisation des enfants, très dégradée, ce qui n'est pas rassurant pour l'avenir des petites familles en formation. Mais après le retour de la paix et la stabilisation progressive de la situation générale, les mariages de ceux qui étaient en attente ajoutés à ceux des jeunes arrivés à l'âge d'être mariés, ont relancé la nuptialité. Cette dernière, à son tour, a fait progresser le taux de natalité d'autant, dans un double phénomène de *récupération*. Cependant, comme le montre le graphique ci-dessous, issu du tableau 3 en annexe, la progression est limitée dans sa portée et dans le temps, elle est lente et ne dure pas longtemps. Dès 2012, le taux brut de natalité commence à «hésiter», mais à partir de 2015, il descend assez rapidement de 26,03‰ à 24,39 en 2018, soit près de 2 points en 4 ans, ce qui n'est pas négligeable.

Il y a aujourd'hui, une reprise de la baisse tendancielle du taux de natalité qui s'était arrêté le début des années 2000. Elle rentre entièrement dans le mouvement de baisse qu'on peut qualifier d'universel aujourd'hui. Même dans la partie d'Afrique où la transition démographique est considérée comme «retardataire» une légère tendance au recul de la natalité est perceptible par plusieurs endroits. Ce qui enlève au Club de Rome l'argument de l'«explosion démographique exponentielle». La préoccupation de plus en plus croissante aujourd'hui est celle du vieillissement qui va poser un problème démographique et moral nouveau à l'humanité entière et pour chacun des pays pris séparément. Les affrontements entre le Nord et le Sud sur le *brain-drain* et les *Harraga* ne sont que le sommet apparent de l'iceberg. Aucun pays ne pourra s'empêcher, ni empêcher les autres à chercher le «rééquilibrage stratégique» de sa structure démographique dont dépend sa survie à long terme. Alors, lorsque tous les pays, y compris ceux en développement à la démographie plus dynamique, arriveront sous le seuil de simple reproduction des générations, alors commenceront les sérieuses tensions démographiques internationales.

La crise du Covid-19 est venue rappeler brutalement cette perspective peu reluisante, si les tendances démographiques lourdes venaient à se perpétuer, et si la population humaine reste captive de la peur et des risques probables d'autres pandémies encore plus massivement létales touchant tous les âges des deux sexes de la population.



La crise du coronavirus Covid-19, apporte un élément nouveau supplémentaire au paradigme de la transition démographique universelle. En ce sens qu'il introduit la prise en compte nécessaire des risques pandémiques futurs qui pourraient être beaucoup plus mortels et plus déstructurant démographiquement parlant. Cette variable nouvelle qui doit être mise dans la case de l'impondérable sera très difficile à gérer.

Enfin, la leçon que doit retenir chaque Algérien de l'histoire du pays est que c'est grâce à l'Islam et le *reflexe nataliste* de la nation algérienne au 19<sup>ème</sup> siècle menacée d'extinction par les campagnes d'extermination, les hécatombes<sup>48</sup> dues aux famines et épidémies générées par la politique (la) coloniale, que le pays a pu survivre et assurer sa pérennité.

Proposition :

Dans le respect des évolutions culturelles des nouvelles générations notamment, et les acquis en termes de droits des couples à concevoir leur descendance librement<sup>49</sup>, la politique de population devra changer de vision. De la peur de la «trappe malthusienne», elle devra s'orienter vers le concept, mondialement adopté aujourd'hui, de dividende démographique. Ce qui implique la prise en compte de la dynamique de population dans un esprit ouvert, positif centré sur des perspectives réelles de développement socioéconomique et culturel qui a toujours été la préoccupation primordiale des pouvoirs publics depuis l'indépendance.

### III.1.2. Famille Et Ménage.

Toutes les études menées en Algérie sur le thème, ont démontré que la famille élargie peut être largement considérée aujourd'hui, comme faisant partie du patrimoine national ancien, avec toutefois des exceptions qu'il faudrait évaluer avec plus de précisions, en milieu rural. Toujours est-il que même dans le cas de l'existence du type familial traditionnel, la vie des ménages, quant à elle tend irrésistiblement vers le ménage confondu avec la famille biologique (ou famille de base ou cellule familiale selon la terminologie adoptée).

La crise du Coronavirus Covid-19 a confirmé la nécessité des programmes continus de construction de logements en Algérie, pour accompagner la dynamique démographique nationale, notamment la formation de nouveaux couples venant des jeunes générations, toujours plus nombreuses et d'une mentalité de plus en

---

<sup>48</sup> Comme le constatent Y Courbage et Philippe Fargues, in *Chrétiens et Juifs dans l'Islam arabe et turc*, Paris, Fayard, La mortalité des Algériens « atteignait un niveau digne d'un sombre Moyen Age : plus de 50% jusqu'en 1855. La natalité, malgré une élévation entre 1830 et 1851, ne suffisait pas à assurer la relève. La croissance naturelle est systématiquement négative (jusqu'à moins 13% entre 1830 et 1856)».

Claude Liauzu quant à lui, constate que : « La population algérienne a diminué du tiers entre 1830 et 1870 sous le poids de la guerre, des spoliations, des famines et épidémies. Et certains ont annoncé, voire souhaité, sa disparition », in « Violence et colonisation », Histoire et Patrimoine, n° 3, p. 7.(2005).

<sup>49</sup> Depuis la *fetwa* de 1968, édictée par le Haut Conseil Islamique (H.C.I.), réitérée et renforcée par celle de 1983, les couples algériens ont, moralement et religieusement le droit d'usage des contraceptifs dans le cadre de la loi. Cette dernière inspirée des deux *fetwa*, considère seulement l'avortement comme illicite.

plus différente de celle des anciennes générations. La question est importante, surtout pour la femme qui est de plus en plus revendicative de l'allègement de la charge mentale domestique. La construction continue des logements bénéficie aussi au troisième âge, puisque les vieux couples vivant dans un appartement sont mieux pris en charge du point de vue de la santé dont les programmes des soins à domicile tendent à se développer et s'étendre aux villes de plus en plus grandes.

Ces derniers devraient être accompagnés d'autres programmes d'assistance des vieux isolés (sans famille) qui sont théoriquement dans de meilleures conditions lorsqu'ils sont dans un appartement avec assistance et/ou visites familiales fréquentes que dans un hospice pour vieux.

La tendance de plus en plus réduite de la famille algérienne a été démontré par toutes les études entreprises sur la question depuis la mémorable enquête de 1968-69 sur les opinions des couples et leur fécondité. Depuis, le phénomène n'a fait que se confirmer avec plus de force. Aujourd'hui, particulièrement en ville, il est irréaliste de parler encore de famille traditionnelle élargie sur deux ou trois générations, avec des collatéraux, qui vivent en ménage, ou même à plusieurs ménages dans une seule construction. C'est l'évolution des mentalités des jeunes générations qui fait la différence. Cependant, malgré la réduction de la famille algérienne à un seul ménage, en général, le taux d'occupation par pièce (T.O.P.) reste élevé (plus de 2 personnes par pièce). Avec la crise épidémique du Covid-19, cette réalité s'est fait sentir même dans la non observation rigoureuse du confinement dans des quartiers populaires notamment.



### Evolution du nombre de décès quotidiens (du 21 mars au 17 mai)

**Tableau 1. Evolution du nombre de décès par jour.**

Date	21mars	22-mars	23-mars	24-mars	25mars	26-mars	27-mars	28mars	29mars	30mars	31-mars	01-avr	02-avr	03-avr	04-avr
Décès/jour	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>9</b>	<b>14</b>	<b>0</b>	<b>25</b>	<b>22</b>	<b>25</b>
Date	05-avr	06-avr	07-avr	08-avr	09-avr	10-avr	11-avr	12-avr	13-avr	14-avr	15-avr	16-avr	17-avr	18-avr	19-avr
Décès/jour	<b>22</b>	<b>21</b>	<b>20</b>	<b>12</b>	<b>30</b>	<b>21</b>	<b>19</b>	<b>18</b>	<b>20</b>	<b>13</b>	<b>10</b>	<b>12</b>	<b>16</b>	<b>3</b>	<b>8</b>
Date	20-avr	21-avr	22-avr	23-avr	24-avr	25-avr	26-avr	27-avr	28-avr	29-avr	30-avr	01-mai	02-mai	03-mai	04-mai
Décès/jour	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>10</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>2</b>
Date	05-mai	06-mai	07-mai	08-mai	09-mai	10-mai	11-mai	12-mai	13-mai	14-mai	15-mai	16-mai	17-mai		
Décès/jour	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>10</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>6</b>		

Source : Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière

### Evolution du taux de létalité (Total décès à ce jour/Total de cas confirmés à ce jour, en %, du 21 mars au 17 mai)

**Tableau 2. Evolution du taux de létalité 21 mars – 17 mai.**

Date	21mars	22-mars	23-mars	24-mars	25mars	26-mars	27-mars	28mars	29mars	30mars	31-mars	01-avr	02-avr	03-avr	04-avr
Tx létalité%	<b>12,2</b>	<b>8,5</b>	<b>8,3</b>	<b>8</b>	<b>8,3</b>	<b>7,1</b>	<b>7,1</b>	<b>6,8</b>	<b>6,8</b>	<b>7,5</b>	<b>8,1</b>	<b>6,8</b>	<b>8,4</b>	<b>9</b>	<b>10,4</b>
Date	05-avr	06-avr	07-avr	08-avr	09-avr	10-avr	11-avr	12-avr	13-avr	14-avr	15-avr	16-avr	17-avr	18-avr	19-avr
Tx létalité%	<b>11,5</b>	<b>12,2</b>	<b>13,1</b>	<b>13</b>	<b>14,1</b>	<b>14,5</b>	<b>15,1</b>	<b>15,3</b>	<b>15,8</b>	<b>15,7</b>	<b>15,6</b>	<b>15,3</b>	<b>15,1</b>	<b>14,5</b>	<b>14,3</b>
Date	20-avr	21-avr	22-avr	23-avr	24-avr	25-avr	26-avr	27-avr	28-avr	29-avr	30-avr	01-mai	02-mai	03-mai	04-mai
Tx létalité%	<b>14,1</b>	<b>13,9</b>	<b>13,8</b>	<b>13,5</b>	<b>13,3</b>	<b>12,9</b>	<b>12,6</b>	<b>12,3</b>	<b>12</b>	<b>11,5</b>	<b>11,2</b>	<b>10,9</b>	<b>10,7</b>	<b>10,3</b>	<b>10</b>
Date	05-mai	06-mai	07-mai	08-mai	09-mai	10-mai	11-mai	12-mai	13-mai	14-mai	15-mai	16-mai	17-mai		
Tx létalité%	<b>9,7</b>	<b>9,5</b>	<b>9,3</b>	<b>9,1</b>	<b>8,9</b>	<b>8,8</b>	<b>8,6</b>	<b>8,5</b>	<b>8,3</b>	<b>8,2</b>	<b>8,1</b>	<b>7,9</b>	<b>7,8</b>		

Source : Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

### Evolution du Taux Brut de Natalité (TBN, en ‰)

**Tableau 3. Natalité en Algérie 1990 - 2018**

Année	1990	2000	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Taux Brut de Natalité (TBN) (en ‰)	<b>30,94</b>	<b>19,36</b>	<b>23,62</b>	<b>24,07</b>	<b>24,68</b>	<b>24,78</b>	<b>26,08</b>	<b>25,14</b>	<b>25,93</b>	<b>26,03</b>	<b>23,13</b>	<b>25,4</b>	<b>24,39</b>

Source : Office National des Statistiques (O.N.S.)

Bilan d'incidence du Covid-19 au 26 mai 2020 dans les 3 pays Maghrébins (Tunisie, Algérie, Maroc).

**Tableau 4. Infections, décès, guérisons, hospitalisations (du 21mars) au 26 mai.**

Statistiques / Pays	Algérie	Maroc	Tunisie
Total infections	8697	7556	1051
Total guérisons	4918	4881	929
Total décès	617	202	48
Population totale (milieu d'année, 1 <sup>er</sup> juillet 2019)*	43650000	35600000	11700000
Taux d'Incidence (p 100000)	19,9	21,2	9,0
Taux de létalité, de guérison et ; d' (hospitalisés + (sous traitement non hospitalisés ?))			
Taux de Létalité (en %)	7,1	2,7	4,6
Taux de guérison (en %)	56,5	64,6	88,4
Hospitalisés et sous traitement (à domicile ?) (en %)	36,4	32,7	7,0
Total infections (en %)	100,0	100,0	100,0

Bilan d'incidence du Covid-19 au 16 juin 2020 dans les 3 pays Maghrébins (Tunisie, Algérie, Maroc).

**Tableau 4 bis. Infections, décès, guérisons, hospitalisations (du 21mars) au 16 juin.**

Statistiques / Pays	Algérie	Maroc	Tunisie
Total infections	11147	8921	1132
Total guérisons	7842	7880	1006
Total décès	788	212	50
Population totale (milieu d'année, 1 <sup>er</sup> juillet 2019)*	43650000	35600000	11700000
Taux d'incidence (p.100000)	25,5	25,1	9,7
Taux de létalité, de guérison et ; d' (hospitalisés + (sous traitement non hospitalisés ?))			
Taux de létalité (en %)	7,1	2,4	4,4
Taux de guérisons (en %)	70,4	88,3	88,9
Hospitalisés et sous traitement (à domicile ?) (en %)	29,6	11,7	11,1
Total infections (en %)	100	100	100

**Sources : \*Population totale :** (chiffres arrondis à 4 zéros après la virgule selon le procédé habituel)

**Algérie :** Office National des Statistiques (ONS), (Population au 1<sup>er</sup> janvier 2019 + Population au 1<sup>er</sup> janvier 2020/2), URL : <http://www.aps.dz/algerie/104918-demographie-43-9-millions-d-habitants-en-algerie-en-janvier-2020>

**Maroc :** Haut Commissariat au Plan (HCP) (chiffre donné par l'horloge de la population de l'institution), URL :

[https://www.hcp.ma/Population-du-Maroc-par-annee-civile-en-milliers-et-au-milieu-de-l-annee-par-milieu-de-residence-1960-2050\\_a677.html](https://www.hcp.ma/Population-du-Maroc-par-annee-civile-en-milliers-et-au-milieu-de-l-annee-par-milieu-de-residence-1960-2050_a677.html)

**Tunisie :** Institut National des Statistiques (INS)(chiffre donné par l'institut), URL : <http://www.ins.tn/fr/themes/population>

**Sources : Données statistiques sur le Covid-19 :**

Ministères de santé dans les 3 pays, sur les URL ci-dessous :

**Algérie :** <https://www.algerie360.com/20200526-coronavirus-algerie-les-principaux-evenements-de-la-journee-du-26-mai-2020/>

**Maroc :** <https://fr.le360.ma/societe/coronavirus-au-maroc-le-bilan-de-ce-mardi-26-mai-2020-a-10h00-215977>

**Tunisie :** <https://www.espacemanager.com/coronavirus-tunisie-bilan-de-la-journee-du-26-mai-2020.html>

Tableau 5: Nuptialité, Divorcialité.

Années	2001	2005	2010	2015	2019
<b>Mariages</b>	194000	279500	345000	369000	315000
<b>Taux brut de nuptialité (en %)</b>	6,29	8,5	9,58	9,24	7,26
<b>Divorces</b>		31021	49845	59909	65967
<b>Taux de divorce (en %)</b>		11,1	14,46	16,23	20,94

Source : [https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mographie\\_de\\_l%27Alg%C3%A9rie](https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mographie_de_l%27Alg%C3%A9rie)

Tableau 6 : Evolution du nombre de cas déclarés, jour après jour, du 26mai au 16juin, en Algérie, Maroc et Tunisie.

Pays/Date	26-mai	27-mai	28-mai	29-mai	30-mai	31-mai	01-juin	02-juin	03-juin	04-juin	05-juin
<b>Algérie</b>	8697	8857	8997	9134	9267	9394	9513	9626	9733	9831	9935
<b>Maroc</b>	7577	7584	7643	7714	7780	7783	7819	7866	7922	8003	8071
<b>Tunisie</b>	1068	1071	1076	1077	1084	1086	1087	1087	1087	1087	1087
Pays/Date	06-juin	07-juin	08-juin	09-juin	10-juin	11-juin	12-juin	13-juin	14-juin	15-juin	16-juin
<b>Algérie</b>	10050	10154	10265	10382	10484	10589	10698	10810	10919	11031	11147
<b>Maroc</b>	8151	8177	8302	8437	8455	8537	8610	8692	8793	8885	8921
<b>Tunisie</b>	1087	1087	1087	1087	1093	1094	1096	1110	1125	1128	1132

Tableau 7 : Nombre de guérisons cumulées, du 26mai au 18juin, en Algérie, Maroc et Tunisie.

<b>Pays/Date</b>	<b>26-mai</b>	<b>27-mai</b>	<b>28-mai</b>	<b>29-mai</b>	<b>30-mai</b>	<b>31-mai</b>	<b>01-juin</b>	<b>02-juin</b>	<b>03-juin</b>	<b>04-juin</b>	<b>05-juin</b>	<b>06-juin</b>
<b>Algérie</b>	4 918	5 129	5 277	5 422	5 549	5 748	5 894	6 067	6 218	6 297	6 453	6 631
<b>Maroc</b>	4 881	4 969	5 195	5 217	5 401	5 412	5 754	6 410	6 866	7 195	7 268	7 315
<b>Tunisie</b>	938	946	950	960	964	965	965	968	969	977	982	982
<b>Pays/Date</b>	<b>07-juin</b>	<b>08-juin</b>	<b>09-juin</b>	<b>10-juin</b>	<b>11-juin</b>	<b>12-juin</b>	<b>13-juin</b>	<b>14-juin</b>	<b>15-juin</b>	<b>16-juin</b>	<b>17-juin</b>	<b>18-juin</b>
<b>Algérie</b>	6 717	6 799	6 951	7 074	7 154	7 322	7 420	7 606	7 735	7 842	7 943	8 078
<b>Maroc</b>	7 328	7 408	7 493	7 496	7 583	7 618	7 696	7 765	7 828	7 880	7 993	8 041
<b>Tunisie</b>	982	983	989	995	995	998	999	1 002	1 004	1 006	1 014	1 017